

Département du Gard

ENQUÊTE PUBLIQUE

Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi)
du bassin versant aval du Gardon
Commune de Saint-Bonnet-du-Gard

Réf. : Enquête publique du 29 avril au 2 juin 2016 suivant l'arrêté préfectoral n° 2016-DDTM-SEI-RI-021 du 31 mars 2016

RAPPORT ET CONCLUSIONS

DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Etabli le 28 juin 2016

Commission d'enquête :

Président : M. Jean-Louis BLANC

Membres titulaires : Mme Jeanine RIOU ; MM. Sigismond BLONSKI, André CARRIERE, Patrick LETURE

SOMMAIRE

I. RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE	5
1. GENERALITES.....	5
1.1. Présentation générale.....	5
1.2. Objet et contexte de l'enquête	5
1.3. Cadre juridique	7
2. L'ENQUETE AU NIVEAU DU BASSIN GARDON AVAL.....	8
2.1. Descriptif et caractéristiques du projet.....	8
2.1.1. Objectifs du PPRi	8
2.1.2. Périmètre concerné ; réseau hydrographique.....	9
2.1.3. Crue de référence et hypothèses	10
2.1.4. Cartographie de l'aléa	11
2.1.5. Cartographie et analyse des enjeux.....	13
2.1.6. Dispositions règlementaires	14
2.2. Préparation et organisation de l'enquête	15
2.2.1. Désignation de la commission d'enquête.....	15
2.2.2. Concertation préalable avec la Commission d'Enquête	16
2.2.3. Information de la commission d'enquête.....	16
2.2.4. Organisation générale des enquêtes :	17
2.3. Consultation des personnes publiques ; réponses de la DDTM et avis de la commission d'enquête.....	17
2.3.1. Centre régional de la propriété forestière du Languedoc Roussillon	18
2.3.2. Chambre d'Agriculture du Gard.....	18
2.3.3. Communautés de Communes.....	20
2.3.4. Conseil Départemental	20
3. L'ENQUETE AU NIVEAU DE LA COMMUNE DE SAINT-BONNET-DU-GARD.....	21
3.1. Concertation préalable	21
3.2. Organisation de l'enquête	22
3.2.1. Arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête	22
3.2.2. Information et publicité	23
3.2.3. Composition du dossier d'enquête.....	23
3.3. Déroulement de l'enquête.....	24
3.3.1. Ouverture de l'enquête	24
3.3.2. Permanences et consultation du public.....	24
3.3.3. Visite des sites concernés	24
3.3.4. Entretien avec Madame le maire.....	24
3.3.5. Clôture de l'enquête	24
3.4. Bilan et synthèse des observations.....	25
3.4.1. Comptabilisation des observations	25
3.4.2. Procès-verbal de synthèse des observations	25
3.4.3. Mémoire en réponse de la DDTM du Gard.....	25
3.5. Analyse détaillée des observations ; réponses de la DDTM et avis de la commission d'enquête.....	26
3.5.1. Observations des personnes publiques (PPA)	26
3.5.2. Observations de la commune (cf. annexe 6.1)	26
3.5.3. Observations du public.....	29
3.5.4. Observations et questions de la commission d'enquête	32
II. CONCLUSIONS ET AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE	36
1. RAPPEL DE L'OBJET ET DU DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE.....	36
1.1. Objet et objectifs de l'enquête	36
1.2. Déroulement de l'enquête	37

1.2.1. Actions préalables à l'enquête	37
1.2.2. Déroulement de l'enquête	38
2. CONCLUSIONS ET AVIS DETAILES DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE.....	38
2.1. Avis sur le projet et le dossier d'enquête	38
2.1.1. Avis sur le projet.....	38
2.1.2. Avis sur le dossier d'enquête.....	39
2.2. Avis sur la concertation préalable et l'information du public.....	40
2.3. Avis sur l'organisation et le déroulement de l'enquête	40
2.4. Avis sur le mémoire en réponse de la DDTM du Gard.....	41
2.4.1. Pour les PPA	41
2.4.2. Pour la commune	41
2.4.3. Pour la commission d'enquête.....	41
2.4.4. Pour le public.....	41
3. AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUETE SUR L'ENSEMBLE DU PROJET	42

III. ANNEXES

Documents graphiques	3
Annexe 1.1 : Bassin versant Gardon aval (1 page)	3
Annexe 1.2 : Plan de situation de la commune (1 page)	4
Annexe 1.3 : Zonage règlementaire de la commune (1 page)	5
Organisation de l'enquête	6
Annexe 2.1 : Décision n° E15000109 du Tribunal Administratif (2 pages)	6
Annexe 2.2 : Arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête (4 pages)	8
Annexe 2.3 : Lettre DDTM du Gard du 13 juin 2016 pour report de délai (1 page)	12
Concertation préalable	13
Annexe 3.1 : Bilan de la concertation préalable (4 pages)	13
Annexe 3.2 : Publicité relative à la concertation préalable	17
Publicité de l'enquête	18
Annexe 4.1 : Avis d'enquête publique (1 page)	18
Annexe 4.2 : Annonces légales parues dans la presse (4 pages)	19
Annexe 4.3 : Publicité complémentaire (1 page)	23
Annexe 4.4 : Certificat d'affichage (1 page)	24
Avis des personnes publiques	25
Annexe 5.1 : Centre National de la Propriété Forestière (1 page)	25
Annexe 5.2 : Chambre d'Agriculture du Gard (7 pages)	26
Annexe 5.3 : Conseil départemental du Gard (3 pages)	33
Avis de la commune	36
Annexe 6.1 : Délibération du Conseil municipal du 14 avril 2016 (5 pages)	36
Notification à la DDTM du Gard	41
Annexe 7.1 : Procès-verbal de synthèse des observations (4 pages)	41
Annexe 7.2 : Mémoire en réponse de la DDTM du Gard (9 pages)	45

I. RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

1. GENERALITES

1.1. Présentation générale

Le principe de solidarité nationale face aux risques majeurs a été institué par l'Etat en 1982.

Un dispositif « catastrophes naturelles » permet de dédommager les dégâts matériels causés par des événements exceptionnels. En contrepartie, la loi du 2 février 1995 a institué des plans de prévention des risques naturels (PPRN).

Les PPRN sont des documents élaborés par les services de l'Etat sous l'autorité du Préfet de département qui l'approuve après enquête publique.

Ils réglementent l'utilisation des sols en fonction des risques naturels auxquels ils sont soumis. Cette réglementation va de l'interdiction de construire à la possibilité de construire sous certaines conditions.

Ils ont pour objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens en fonction des phénomènes naturels connus ou estimés afin d'assurer un développement durable du territoire national.

Ils permettent en outre :

- de mieux connaître les phénomènes naturels et leurs incidences,
- de sensibiliser et d'informer les populations concernées sur les risques encourus et sur les moyens de s'en protéger,
- de prendre en compte les risques dans les décisions d'aménagements,
- d'adapter et de protéger les installations actuelles et futures aux risques naturels.

Le risque lié aux inondations est l'un des principaux risques naturels en France. Il donne lieu aux Plans de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) qui s'intègrent dans la démarche générale relative aux PPRN.

La méthodologie mise en œuvre dans les PPRi consiste à définir les aléas (hauteurs d'eau), les enjeux (urbanisation et activités existantes) et, par le croisement de ces deux données, à définir des zonages réglementaires.

Les PPRi constituent des servitudes d'utilité publique et sont annexés aux PLU (Plans Locaux d'Urbanisme). Ils sont constitués de documents cartographiques et réglementaires qui définissent des zones réglementées sur le territoire de chaque commune.

Les PPRi sont élaborés en étroite collaboration avec les communes concernées et sont soumis à enquêtes publiques.

1.2. Objet et contexte de l'enquête

L'autorité organisatrice de cette étude et de la présente enquête est la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) du Gard.

Ce PPRi est établi sur les bases d'une étude globale portant sur la totalité du bassin versant aval du Gardon. Cette zone comporte 27 communes concernées par les crues du Gardon ou par celles de ses affluents.

Cette région du Gard est soumise régulièrement à des précipitations intenses de type «épisodes cévenols». Les caractéristiques hydrologiques, géologiques et climatiques du bassin versant étudié génèrent fréquemment des crues de plus ou moins grande ampleur.

Celles-ci se caractérisent par une montée des eaux très rapide et par des vitesses d'écoulement importantes. Elles sont d'une grande dangerosité.

L'étude hydraulique a été réalisée par la société Hydratec, ingénierie française généraliste dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques. Elle a servi de base à l'ensemble des documents cartographiques et réglementaires qui sont établis séparément pour chacune des 27 communes concernées.

Conformément aux arrêtés préfectoraux du 26 novembre 2013 portant élaboration d'un PPRi pour chacune des 27 communes concernées, une concertation préalable a été organisée par la DDTM du Gard à partir de décembre 2013 jusqu'en février 2016, en direction des collectivités, puis de leurs administrés.

S'agissant des collectivités, 2 réunions ont été organisées avec l'ensemble des communes, permettant d'explicitier la procédure, la méthodologie retenue pour la détermination de l'aléa de référence puis la détermination des enjeux et l'élaboration du zonage réglementaire et des règlements. Le temps disponible entre ces deux rencontres et les documents mis à disposition permettaient à chaque collectivité de s'engager dans une connaissance approfondie du projet et d'identifier les éventuelles erreurs ou de faire émerger des questionnements locaux auxquels la DDTM s'est attachée à apporter des réponses.

Au-delà de cette procédure commune à l'ensemble des 27 collectivités, se sont engagées des réunions d'échanges bilatérales entre la DDTM et les collectivités qui en avaient exprimé la demande. C'est ainsi que 80 réunions ont été organisées, certaines collectivités ayant pu, selon l'importance des questionnements à résoudre, bénéficier de plusieurs échanges bilatéraux (de 1 à 6 par commune).

Chacune de ces réunions a fait l'objet d'un compte rendu permettant d'acter les points soumis à discussion et les options retenues.

A l'issue de cette phase d'échanges avec les communes, la DDTM a engagé une concertation destinée au grand public. Six réunions publiques ont été organisées entre le 15 décembre 2015 et le 14 janvier 2016, auxquelles ont assisté successivement les membres de la commission d'enquête. Une importante communication a été faite préalablement à la tenue de ces réunions (affiches, publicité dans la presse, sites internet de la DDTM et de la préfecture...) et les lieux et horaires ont été choisis de manière à permettre une large participation du public. Chacune de ces réunions donnait lieu à une partie d'exposé sur la méthodologie d'élaboration et les conséquences générales des PPRi pour les propriétaires concernés, suivie d'un échange entre la DDTM et le public. Malgré la complexité du dossier, la présentation qui en était faite était claire et synthétique. 220 personnes ont ainsi reçu une information directe sur le projet de PPRi et sur l'enquête publique qui allait être engagée avant son approbation.

Cette présentation et ces échanges de portée générale ont ensuite été complétés par une mise à disposition du projet de dossier sous forme électronique via le site internet de la préfecture ainsi que, dans chaque mairie concernée, d'un exemplaire de la cartographie du zonage réglementaire.

Une période d'un mois après la dernière réunion publique a été mise à profit pour recueillir les observations du public et procéder, si la situation le justifiait, aux ajustements nécessaires. Cinquante demandes ont ainsi été formulées et prise en compte par la DDTM avant que soit arrêté le dossier soumis à l'enquête publique.

Un arrêté préfectoral portant ouverture et organisation d'une enquête publique a été établi pour chacune des 27 communes qui font donc l'objet d'enquêtes publiques spécifiques.

La conduite de ces 27 enquêtes publiques a été confiée à une commission d'enquête désignée par le Vice-Président délégué du Tribunal administratif de Nîmes. Cette commission est constituée d'un Président, de quatre membres titulaires et d'un membre suppléant.

Pour chaque commune, l'enquête publique a été conduite par un représentant de la commission d'enquête désigné en interne par celle-ci. Les avis et conclusions émis dans le § 3.5 du présent rapport et dans le titre II sont toutefois établis de manière collégiale et engagent la responsabilité de l'ensemble de la commission d'enquête.

Rappel :

La procédure d'enquête publique a pour principaux objectifs :

- l'information et la participation du public afin de recueillir ses observations, suggestions et requêtes relatives au projet de PPRi soumis à enquête,
- la consultation des personnes publiques concernées, dont la commune en particulier,
- l'émission des avis motivés de la commission d'enquête relatifs aux observations du public et des personnes publiques et au contenu du projet.

Ces éléments constituent ainsi une aide à la décision pour l'établissement du projet définitif.

1.3. Cadre juridique

Comme indiqué au § 1.2, l'État a renforcé la politique de prévention des inondations par la mise en place de Plans de Prévention des Risques d'Inondation (P.P.R.i.). Leur cadre législatif est fixé par les lois n° 95-101 du 2 février 1995 et 2003-699 du 30 juillet 2003.

L'ensemble est codifié aux articles L562-1 et suivants du code de l'Environnement qui dispose que :

" I. - L'État élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêt, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou les cyclones.

II. - Ces plans ont pour objet, en tant que de besoin :

1° De délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

2° De délimiter les zones, qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1° ;

3° De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

4° De définir, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, les mesures relatives à

l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

III. - La réalisation des mesures prévues aux 3^o et 4^o du II peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur".

Le PPRi a donc pour effet :

- **d'interdire** les implantations humaines (habitations, établissements publics, activités économiques) **dans les zones les plus dangereuses** où la sécurité des personnes ne pourrait être garantie,
- **de les limiter dans les autres zones inondables.**

mais aussi, :

- de **préserver les capacités d'écoulement des cours d'eau et les champs d'expansion de crue** pour ne pas augmenter le risque en aménageant des zones de précaution.
- **de fixer, tant pour les projets nouveaux que pour le bâti existant, des mesures de réduction de la vulnérabilité.**

Enfin le PPRi impose aux collectivités des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

Le cadre réglementaire de l'élaboration des Plans de Prévention des Risques naturels Prévisibles a été fixé par les décrets n° 95-1089 du 5 octobre 1995 et 2005-3 du 4 janvier 2005 du 22 mars 2010, et du 28 juin 2011 désormais codifiés aux articles R562-1 et suivants du code de l'Environnement.

Le PPRi approuvé vaut servitude d'utilité publique et est annexé au plan local d'urbanisme (PLU).

Il doit être compatible ou rendu compatible avec le Plan de Gestion des risques inondation (PGRI) adopté par arrêté préfectoral du 7 décembre 2015 par le préfet de la Région Rhône Alpes, coordonnateur de bassin.

Le non-respect des dispositions figurant au règlement du PPRi est passible de sanctions au titre du code de l'urbanisme, du code pénal et du code des assurances.

L'information des acquéreurs et des locataires sur la délimitation des zones inondables est obligatoire en cas de vente ou de location d'un bien immobilier.

2. L'ENQUETE AU NIVEAU DU BASSIN GARDON AVAL

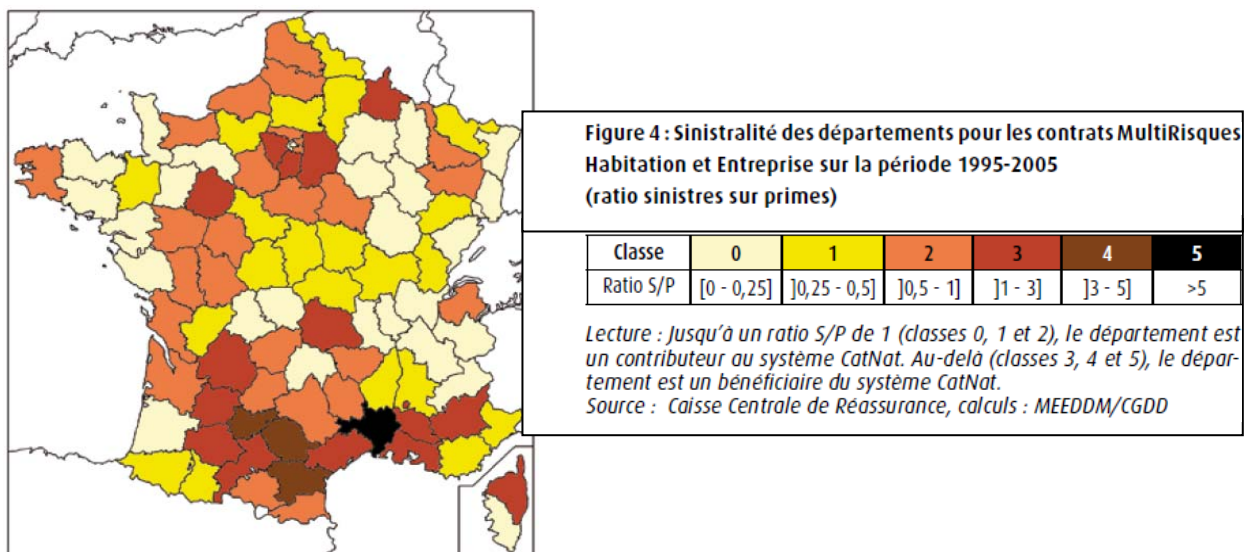
2.1. Descriptif et caractéristiques du projet

2.1.1. Objectifs du PPRi

Le département du Gard est soumis à des pluies diluviennes qui engendrent des inondations catastrophiques. Depuis 1958, quatre sinistres majeurs ont entraîné la mort de plus de 79 personnes et provoqué près de 1800 M€ de dégâts.

Les inondations constituent ainsi le risque majeur à prendre en compte prioritairement dans le département du Gard. La répétition de ces événements, en particulier au cours des dix dernières années a conduit l'état à renforcer la politique de prévention des

inondations créant des Plans de Prévention des Risques Inondation qui ont pour objets de préserver des vies humaines, réduire les coûts des dommages et de préserver les zones non urbanisées dédiées à l'écoulement des crues et au stockage des eaux.



Le PPR répond à trois objectifs principaux :

interdire les implantations nouvelles dans les zones les plus dangereuses afin de préserver les vies humaines,

réduire le coût des dommages liés aux inondations en réduisant notamment la vulnérabilité des biens existants dans les zones à risques,

interdire le développement de nouveaux enjeux afin de limiter le risque dans les secteurs situés en amont et en aval. Ceci dans l'objectif de préserver les zones non urbanisées dédiées à l'écoulement des crues et au stockage des eaux.

Le PPR a également un objectif de **sensibilisation et d'information de la population** sur les risques encourus et les moyens de s'en prémunir en apportant une meilleure connaissance des phénomènes et de leurs incidences.

2.1.2. Périmètre concerné ; réseau hydrographique



2.1.2.1. Le GARDON

Le **Gardon** présente un bassin versant de près de 2000 km². A l'amont de Ners il est alimenté par trois bras principaux (le Gardon d'Alès et les Gardons de Saint Jean du Gard/Mialet et d'Anduze) qui prennent leur source sur les versants des Cévennes. A l'aval, avant les gorges, ses principaux affluents sont la Droude puis, dans la plaine de Saint Chaptès, la Braune et l'Esquielle en rive droite et le Bourdic en rive gauche.

2.1.2.2. L'ALZON

L'**Alzon** draine l'ensemble du bassin d'Uzès, délimité par le versant Sud des plateaux de Lussan (bois de St. Quentin), l'extrémité Ouest des plateaux de Valliguières et les collines de Sagriès et Aureillac. Les eaux de ruissellement du bassin dont la superficie est estimée à 215 km², rejoignent l'Alzon par les ruisseaux "le Rieu", "le Merlançon" et "les Roselies" à l'amont d'Uzès et par le ruisseau "Les Seynes" à l'aval.

2.1.2.3. Le Ruisseau de la Valliguière

De Pouzilhac à Remoulins, le **Ruisseau de la Valliguière** récupère les eaux pluviales du tiers central des plateaux du même nom. Son bassin versant est moins important que celui de l'Alzon : 77 km² environ. A sa sortie des gorges il est alimenté en rive droite par les eaux de la "combe Vayer" qui contournent par l'Est la colline de Castillon du Gard et en rive gauche par un ensemble de petits cours d'eau (dont les ruisseaux de "Valma" et "Jonquier") qui drainent la plaine et les hauteurs de Saint Hilaire d'Ozilhan. Il convient de noter que l'amont du bassin versant du ruisseau de la Valliguière est une zone karstique (karst urgonien).

2.1.2.4. Le BOURDIC

Le bassin versant du **Bourdic** a une superficie semblable à celui de la Valliguière. De forme étroite et allongée (17 km de long sur 4 km de large en moyenne) orientée Nord-Sud il s'étend pour moitié sur deux unités géomorphologiques distinctes un ensemble calcaire dans la partie Nord et une formation alluviale au Sud. Cette dernière se présente comme une plaine qui s'incline très légèrement (moins de 0,5%) en direction du Sud-Ouest et se confond à son extrémité aval avec la plaine du Gardon. Du fait de cette configuration particulière, les eaux du Gardon refluent largement dans la plaine du Bourdic lors de crues.

2.1.2.5. Le BRIANCON

Le **Briançon** qui se jette dans le Gardon en aval de Comps a une longueur totale de 14,4km et un bassin versant de 27 km² (dont 20 km² environ en amont du pont SNCF). Il reçoit les eaux de quatre petits affluents : le Courlobier, le Crouzas et deux autres sans nom.

2.1.3. Crue de référence et hypothèses

2.1.3.1. Crue de 2002

Les 8 et 9 septembre 2002, un épisode pluvieux d'une ampleur et d'une intensité exceptionnelles frappe le haut Languedoc. Cette perturbation a affecté un vaste secteur géographique réparti sur le Gard, l'est de l'Hérault et l'ouest du Vaucluse (environ 6000 km²).

La crue du 9 septembre 2002 a fait vingt-sept morts dans le département du Gard.

2.1.3.2. Crue de septembre 1958

Jusqu'en 2002, la crue de référence sur le Gardon correspondait à la crue de septembre 1958.

La description du phénomène météorologique est issue du texte de Maurice Pardé, *Les crues cévenoles catastrophiques de septembre-octobre 1958*.

2.1.3.3. Autres crues

Sur le Gardon, la dernière grande crue précédant celle de 1958 datait des 16 et 17 octobre 1907. Elle avait à priori dépassé toutes les crues historiques encore en mémoire sur son cours aval.

Sur le Bourdic, les repères des crues 1915, 1943 et 2002 figurent sur le mur de la mairie dans le centre du village.

Plus récemment, les 9 et 10 octobre 2014, un événement très intense (faisant suite à un mois de septembre ayant déjà subi de nombreux événements pluviométriques intenses plus ou moins localisés) a fortement affecté la partie intermédiaire du bassin du Gardon. Le Bourdic, L'Alzon et les Seynes ont notamment fortement réagi, sans pour autant générer de crue marquée du Gardon. Cet événement a entraîné d'importants dégâts, plus liés aux ruissellements qu'aux débordements de cours d'eau.

2.1.4. Cartographie de l'aléa

2.1.4.1. Méthodologie

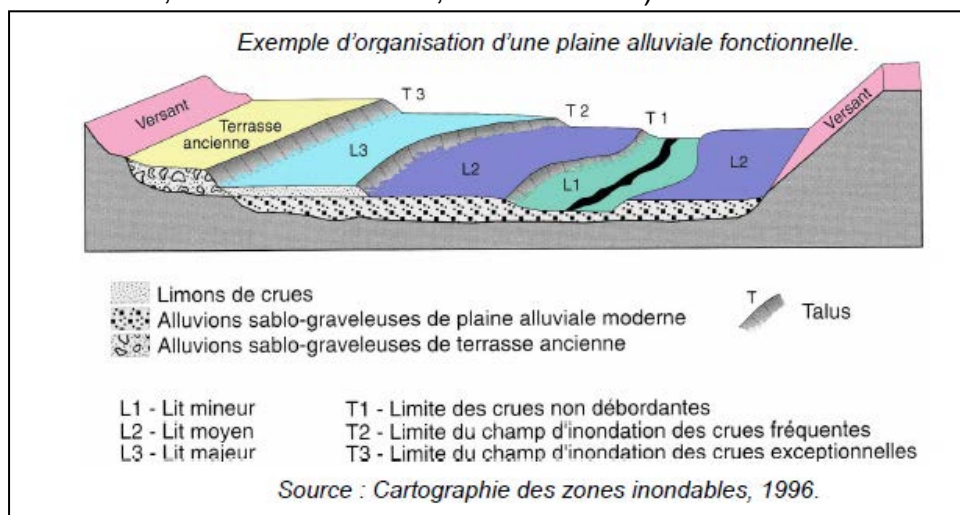
L'aléa correspond à la caractérisation du phénomène physique considéré, ici l'inondation par débordement de cours d'eau. La cartographie de l'aléa s'appuie :

- Sur une modélisation hydraulique, qui vise à caractériser précisément l'aléa pour l'événement de référence, en définissant notamment en tout point du territoire les hauteurs d'eau et vitesses atteintes à attendre pour un tel événement. Cette modélisation est précédée par une étude hydrologique permettant de définir les débits de crue des différents cours d'eau.

- Sur une analyse hydrogéomorphologique, qui vise à définir l'enveloppe d'une crue exceptionnelle.

2.1.4.2. Analyse hydrogéomorphologique

Le fonctionnement du cours d'eau se traduit dans le paysage par la distinction de différentes unités géomorphologiques que sont les différents lits d'un cours d'eau (lit mineur, lit moyen, lit majeur, lit majeur exceptionnel) et les formes encaissantes de ces lits (terrasses alluviales, formes colluviales, substratum...).



2.1.4.3. Ruissellements

Sur certains bassins versants, des zones de **ruissellement** ont été identifiées, notamment lors des enquêtes auprès des communes et des visites de terrain. **Les limites de ces secteurs restent toutefois relativement imprécises.**

Cet aléa n'est seulement pris en compte pour l'élaboration du zonage réglementaire que lorsque la surface identifiée du Bassin Versant est supérieure à 1 Km².

2.1.4.4. Analyse Hydrologique

L'analyse hydrologique porte à la fois sur l'évaluation et la quantification des crues historiques (notamment sur l'événement de septembre 2002) et sur la définition de données hydrologiques fiables et cohérentes à l'échelle des bassins versants étudiés, indispensable à la caractérisation des aléas : débits de pointe et hydrogrammes de la crue de référence de période de retour 100 ans.

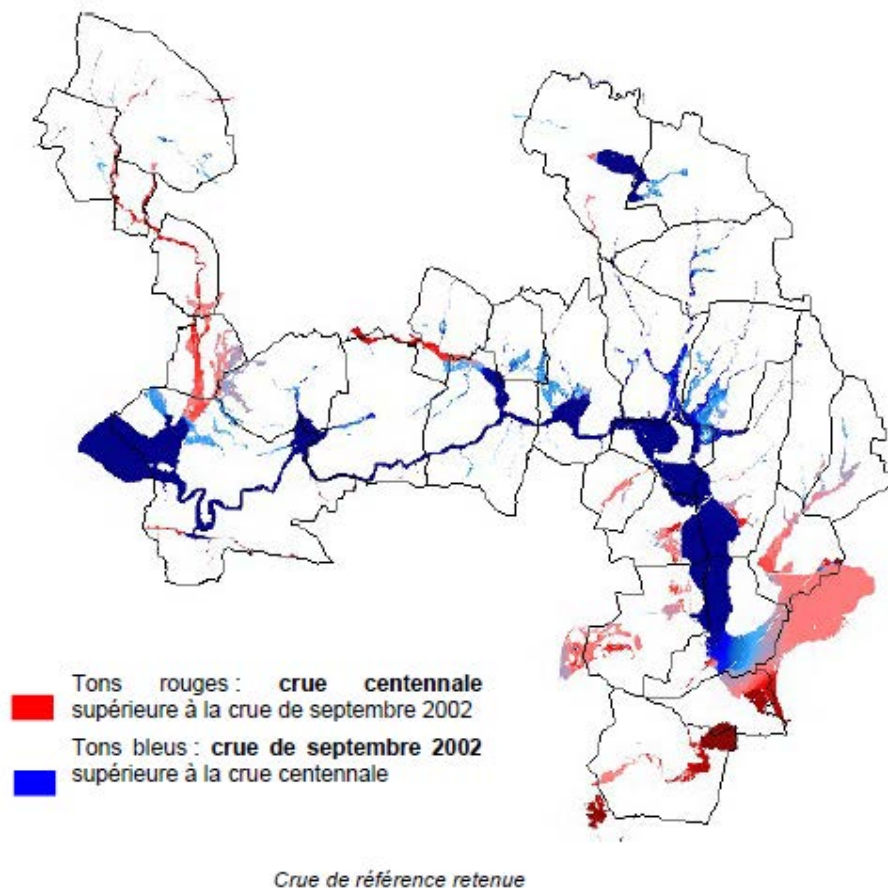
2.1.4.5. Modélisation hydraulique et cartographie de l'aléa

La méthodologie adoptée pour la réalisation de l'étude hydraulique repose sur quatre étapes successives permettant d'aboutir à la définition des cartes d'inondation :

- Etape 1 : Construction du modèle hydraulique à partir des données topographiques
- Etape 2 : Calage du modèle sur crues historiques
- Etape 3 : Simulation des crues de projet
- Etape 4 : Synthèse – Cartographie

2.1.4.6. Définition de la crue de référence

La circulaire du 24 janvier 1994 précise que l'événement de référence à retenir pour l'aléa est « la plus forte crue connue [ou], dans le cas où celle-ci serait plus faible qu'une crue de référence centennale, cette dernière ».



La crue de référence correspond à la crue de septembre 2002 sur la majorité du territoire, à l'exception du Bourdic et de la plupart de ses affluents, du cours amont de l'Alzon, du Briançon, de la plaine aval du Gardon et de petits cours d'eau principalement situés en aval du bassin versant à l'ouest du Gardon.

2.1.4.7. Caractérisation des niveaux d'aléa

L'aléa est qualifié de **fort** lorsque les hauteurs d'eau dépassent 0.5 m.

L'aléa est qualifié de **modéré** lorsque les hauteurs d'eau sont inférieures à 0.5 m.

L'aléa est qualifié de **résiduel** dans les secteurs qui ne sont pas directement exposés aux risques d'inondation au regard de la crue de référence, mais susceptibles d'être mobilisés pour une crue supérieure à la crue de référence.

2.1.5. Cartographie et analyse des enjeux

2.1.5.1. Méthodologie

Les enjeux urbains ont été identifiés à l'échelle de l'ensemble des territoires communaux étudiés, de manière à avoir une approche globale des enjeux urbanistiques de la commune.

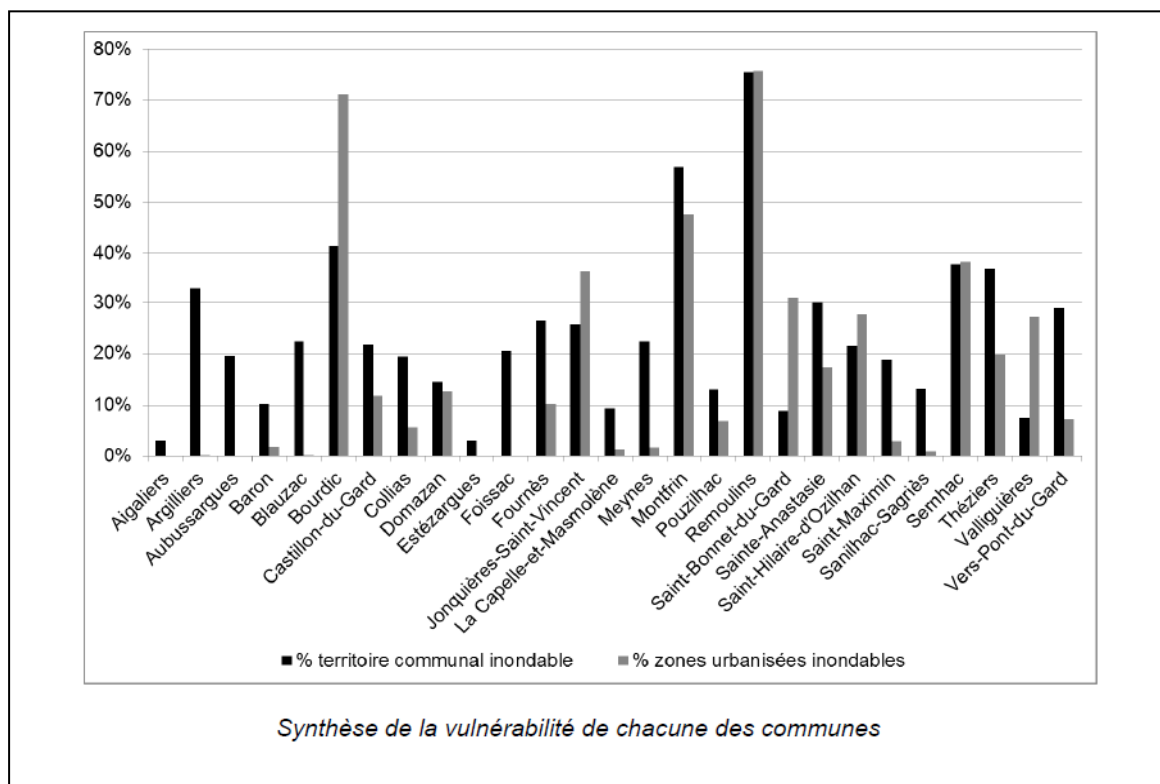
L'analyse a consisté à délimiter les zones urbanisées en l'état actuel, en distinguant :

- Les centres urbains denses,
- Les autres secteurs urbanisés.

2.1.5.2. Synthèse des enjeux

Le graphique ci-dessous synthétise la vulnérabilité de chacune des communes, en faisant ressortir :

- La part du territoire communal soumise à l'aléa inondation,
- La part des zones urbanisées recensées à l'échelle de chaque commune soumise à l'aléa inondation.



2.1.6. Dispositions réglementaires

2.1.6.1. Objectifs

Les objectifs du PPR visent à :

- **Assurer la sécurité des personnes**, en interdisant les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où la sécurité des personnes ne peut être garantie
- **Ne pas augmenter les enjeux exposés**, en limitant strictement l'urbanisation et l'accroissement de la vulnérabilité dans les zones inondables
- **Diminuer les dommages potentiels** en réduisant la vulnérabilité des biens et des activités dans les zones exposées et en aidant à la gestion de crise
- **Préserver les capacités d'écoulement et les champs d'expansion des crues** pour ne pas aggraver les risques dans les zones situées en amont et en aval.
- **Éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau** qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés
- **Sauvegarder l'équilibre des milieux** dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère encore naturel des vallées concernées.

2.1.6.2. Règles d'urbanisme

Par son volume, son implantation ou du fait des aménagements qui l'accompagnent (remblais, clôtures, ...), toute opération de construction en zone inondable est de nature à contrarier l'écoulement et l'expansion naturelle des eaux, et à aggraver ainsi les situations à l'amont ou à l'aval.

2.1.6.3. Zonage réglementaire

Le zonage consiste à croiser l'aléa de crue et les enjeux d'occupation des sols afin de définir des zones de réglementation notamment en matière d'urbanisme. Dans la carte de zonage, les couleurs sont associées au principe général régissant la zone :

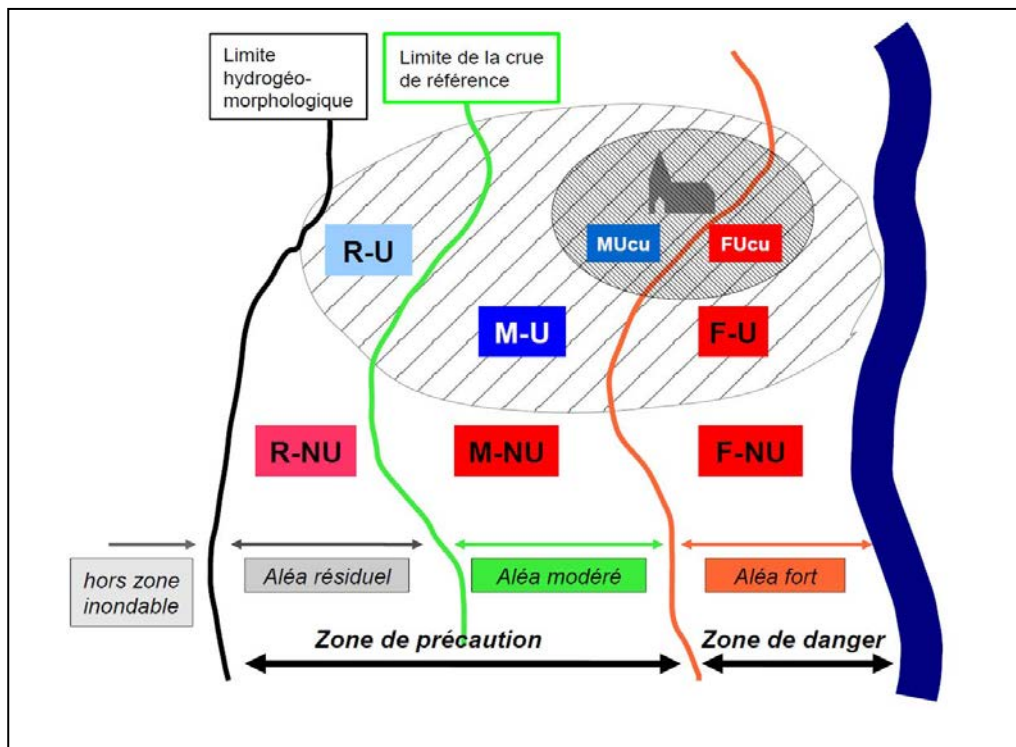
- **en rouge les zones soumises à interdiction**, avec un principe général d'inconstructibilité,
- **en bleu les zones soumises à prescription**.

La classification est reprise dans le tableau suivant :

Enjeu Aléa	Fort (zones urbaines : U)		Modéré (zones non urbaines : NU)
	Centre urbain Ucu*	Autres zones urbaines U	
Fort (F)	Zone de danger F-Ucu*	Zone de danger F-U	Zone de danger F-NU
Modéré (M)	Zone de précaution M-Ucu*	Zone de précaution M-U	Zone de précaution M-NU
Résiduel (R)	Zone de précaution R-Ucu*	Zone de précaution R-U	Zone de précaution R-NU

*si défini

Le schéma de principe suivant est un exemple qui permet de visualiser les zones de danger et de précaution, les délimitations des enjeux et des aléas, et le zonage résultant :



2.1.6.1. Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde et règles de construction et mesures sur l'existant

Les mesures de prévention visent à réduire l'impact d'un phénomène sur les personnes et les biens, à améliorer la connaissance et la perception du risque par les populations et les élus et à anticiper la crise.

Les mesures de protection ont pour objectif la réduction des aléas par la construction d'ouvrages sur les secteurs les plus exposés et les plus vulnérables.

Les mesures sur l'existant visent à assurer la sécurité des personnes et à réduire la vulnérabilité des biens.

2.2. Préparation et organisation de l'enquête

2.2.1. Désignation de la commission d'enquête.

Par lettre adressée au Président du Tribunal Administratif de Nîmes et enregistrée en date du 10 octobre 2015, le Préfet du Gard (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) a demandé la désignation d'une commission d'enquête ayant pour objet l'élaboration des projets de Plan de Prévention des Risques Inondations des communes d'Aigaliers,, Argiliers, Aubussargues, Baron, Blauzac, Bourdic, Castillon du Gard, Collias, Domazan, Estézargues, Foissac, Fournès, Jonquières Saint Vincent, La Capelle Masmolène, Meynes, Montfrin, Pouzilhac, Remoulins, Saint Bonnet du Gard, Saint Hilaire d'Ozilhan, Saint Maximin, Sainte Anastasie, Sanilhac Sagriès, Sernhac, Thézières, Valliguières et Vers Pont du Gard.

Par décision du 14 octobre 2015, n° E15000109/30 (cf. annexe 2.1), le Vice-Président délégué du Tribunal Administratif de Nîmes a désigné une commission d'enquête composée comme suit :

Président :

Monsieur Jean-Louis BLANC, responsable des Services Techniques d'EURENCO France, retraité

Membres titulaires :

Monsieur Patrick LETURE, officier de la Marine Nationale, retraité
 Madame Jeanine RIOU, ingénieur sanitaire, retraitée
 Monsieur André CARRIERE, ingénieur hydraulicien, retraité
 Monsieur Sigismond BLONSKI, officier de l'armée de terre, retraité

Membre suppléant :

Monsieur Alain DE BOUARD, ingénieur de recherche, retraité

2.2.2. Concertation préalable avec la Commission d'Enquête.

Durant la phase préparatoire, la commission d'enquête s'est réunie à plusieurs reprises avec les responsables des projets de la DDTM afin de recevoir une information générale sur les PPRi soumis aux enquêtes publiques. Les points particuliers qui concernent les communes ont été évoqués.

La commission d'enquête s'est réunie à plusieurs reprises afin de définir la répartition des responsabilités et l'organisation des enquêtes publiques.

Elle a participé aux six réunions publiques d'information menées par la DDTM en étant représentée par un membre de la commission.

Accompagnée par les responsables de l'élaboration des PPRi, la commission d'enquête a effectué une visite partielle sur le terrain afin de prendre conscience de l'importance des aléas et des enjeux.

2.2.3. Information de la commission d'enquête.

2.2.3.1. Réunions d'information avec la DDTM :

Le 20 novembre 2015, dans les locaux de la DDTM, M. RENZONI et M. DEMOULIN ont réalisé une présentation générale des PPRi.

Le 22 Février 2016, dans les locaux de la DDTM, les enjeux particuliers propres à chaque commune ont été abordés.

Le 18 avril 2016, dans les locaux de la DDTM, la commission a reçu la totalité des dossiers soumis à l'enquête publique.

2.2.3.2. Réunions de travail de la commission d'enquête :

A l'issue de chaque réunion d'information avec la DDTM (20/11/2015 ; 22/02/2016 ; 18/04/2016), la commission s'est réunie afin d'analyser les informations reçues.

Le mercredi 18 mai 2016, à Remoulins, les membres de la commission d'enquête ont rencontré des responsables de la Communauté de Communes du Pont du Gard pour obtenir des informations et explications complémentaires à la suite de la délibération prononcée par cette dernière.

2.2.3.3. Réunions publiques d'information dans les communes :

Un membre de la commission d'enquête était présent à chacune de ces réunions d'informations. Un compte rendu succinct a été effectué afin que la commission puisse apprécier la qualité de l'information dispensée et l'impact du projet sur le public présent.

6 réunions ont été organisées par la DDTM comme suit :

REMOULINS : mardi 15 décembre 2015 à 18h.
 COLLIAS : mercredi 16 décembre 2015 à 18h.
 LA CAPELLE ET MASMOLENE : mercredi 6 janvier 2016 à 18h.
 MONTFRIN : Jeudi 7 janvier 2016 à 18h30.
 AIGALIERS : mardi 12 janvier 2016 à 18h.
 BOURDIC : jeudi 14 janvier 2016 à 18h.

2.2.3.4. Visite partielle sur le terrain :

Le 8 avril 2016, la commission d'enquête, accompagnée par M. RENZONI et M. DEMOULIN de la DDTM, s'est rendue sur quelques sites :

Communes de Remoulins, Castillon du Gard, Saint Hilaire d'Ozilhan, Vers Pont du Gard et Ste Anastasie.

2.2.3.5. Réunions après les clôtures des enquêtes :

La commission d'enquête s'est réunie le lundi 13 juin 2016 dans les locaux de la DDTM afin d'échanger avec le maître d'ouvrage sur le procès verbal de synthèse des remarques et observations recueillies lors des enquêtes.

La commission d'enquête s'est réunie à nouveau le mardi 21 juin dans les locaux de la DDTM puis le lundi 27 juin 2016 afin d'expliciter les mémoires de réponses de la DDTM et d'harmoniser la teneur des premières conclusions et la forme des rapports.

2.2.4. Organisation générale des enquêtes :

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation du bassin versant aval du Gardon étant traité au niveau de chaque commune, il y aura donc vingt-sept arrêtés du Préfet qui définiront les modalités et l'organisation de chaque enquête.

La commission d'enquête rédigera vingt-sept rapports avec avis et conclusions pour chaque commune.

2.3. Consultation des personnes publiques ; réponses de la DDTM et avis de la commission d'enquête

Rappel :

Préalablement à l'enquête publique, la phase de concertation préalable a été suivie par la consultation réglementaire des personnes publiques associées (PPA) suivantes :

- Ensemble des 27 communes concernées par le projet de PPRi « bassin versant aval du Gardon »
- Centre National de la Propriété Forestière (CNPF)
- Chambre d'Agriculture du Gard
- Conseil Régional Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
- Conseil Départemental du Gard

Au-delà de la réglementation et compte tenu de l'importance des enjeux géographiques et socio-économiques de ce projet, les avis des personnes publiques suivantes ont également été sollicités :

- Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole
- Communautés de Communes du Pont du Gard, de Beaucaire-terre d'Argence et du Pays d'Uzès.
- SCOT Sud Gard et Uzège-Pont du Gard

Les avis recueillis à l'issue de cette consultation sont détaillés et analysés dans les paragraphes 2.3.1 à 2.3.4 ci-après.

Les personnes publiques n'ayant pas répondu à cette consultation sont considérées comme ayant donné un avis tacitement favorable au projet

2.3.1. Centre régional de la propriété forestière du Languedoc Roussillon

Lettre du 5 avril 2016 (cf. annexe 5.1)

Le CNPF souhaite que soit prise en compte sa remarque.

Pour l'ensemble des PPRi des 27 communes, il est précisé pour toutes les zones définies l'interdiction de « dépôts de matériaux et conditionnements susceptibles d'être emportés ou de gêner les écoulements ou de polluer les eaux en cas de crue/ et en particulier les décharges, dépôts d'ordure, de déchets ou de produits dangereux ou polluants».

Le CRPF demande que les stockages temporaires de bois liés aux coupes d'exploitation dans les zones d'aléa modéré et résiduel soient autorisées en dehors d'une période comprise entre le 1^{er} septembre et le 30 octobre.

Réponse de la DDTM

Le territoire dispose de nombreux terrains hors zone inondable sur lesquels les coupes de bois peuvent être entreposées.

Avis de la commission d'enquête

En cas d'exploitation en zones inondables, en particulier lors des travaux d'entretien des ripisylves, il convient que les stockages durables de bois de coupe soient transférés en dehors de ces zones dans la mesure où ils pourraient constituer des sources importantes d'embâcles. Toutefois, cette règle ne devrait pas s'appliquer aux stockages temporaires nécessaires à une organisation rationnelle des travaux de coupe.

La proposition du CNPF de n'autoriser ces stockages temporaires que dans les zones d'aléas modérés et résiduels et qu'en dehors de la période la plus probable de crues (septembre – octobre) paraît constituer un bon compromis.

2.3.2. Chambre d'Agriculture du Gard

Lettre du 22 avril 2016 (hors délai réponse PPA ; cf. annexe 5.2)

2.3.2.1. Concernant la procédure :

Nous regrettons qu'une réunion spécifique agricole ne se soit pas tenue à votre initiative pour échanger sur la place de l'agriculture et ses besoins spécifiques pour assurer sa pérennité. Nous nous tenons toujours à votre disposition pour échanger dans un esprit constructif, respectueux de vos impératifs de sécurisation des populations et dans le respect des spécificités liées à notre activité, en continue adaptation pour répondre aux impératifs des marchés, des évolutions des réglementations et des besoins vitaux de développement. Cette réunion vise à débattre ensemble sur l'ensemble des dispositions en zone non urbanisée (NU), telles qu'elles sont prévues à ce jour et sur les attentes de notre profession.

Réponse de la DDTM

Six réunions publiques se sont tenues et une large publicité a été faite sur la phase de concertation avec le public entre novembre 2015 et février 2016. Les observations de la chambre d'agriculture pouvaient être émises dans ce cadre.

Avis de la commission d'enquête

La commission d'enquête considère que la concertation préalable conduite par la DDTM a été adaptée au projet et qu'elle s'est déroulée de manière satisfaisante.

2.3.2.2. Concernant les mesures sur les biens et les activités existants

En tout premier lieu il convient de spécifier de manière expresse dans le règlement du PPRi que chaque personne possédant un bâtiment concerné par les zones F-NU et M-NU puisse se rapprocher des services compétents de la DDTM qui leur communiqueront la cote de la PHE au droit de celui-ci, afin qu'elle puisse juger en connaissance de cause de l'obligation ou non de mettre en œuvre les mesures obligatoires de réduction de la vulnérabilité prévues.

Réponse de la DDTM

Les PHE sont indiquées sur le zonage réglementaire du PPRi. La détermination de la PHE à prendre en compte sur parcelle s'effectue par interpolation comme explicité dans le règlement.

Avis de la commission d'enquête

La détermination des cotes PHE par interpolation entre deux courbes isocotes n'est pas toujours possible ou peut être litigieuse. En cas de demande du public (pour un permis de construire par exemple), la DDTM devrait être en mesure de fournir la cote PHE et de la justifier.

2.3.2.3. Concernant les règlements

Concrètement nous demandons en zone de danger, la différenciation entre aléa très fort, où serait retenu des adaptations mineures dont la mise aux normes des bâtiments, et en aléa fort où les constructions agricoles pourraient être réalisées sous réserves du respect de critères de hauteur de plancher et de règles de construction (hangar en RDC et habitation à l'étage).

Réponse de la DDTM

Le choix des classes d'aléa (modéré de 0 à 50 cm et fort au-delà de 50 cm) est conforme au guide régional d'élaboration des PPRi (juin 2003) qui justifie le choix de ces classes par la rapidité de la montée des eaux et la difficulté de se déplacer dès 50 cm d'eau (cf. guide en annexe). Pour les crues rapides, au-delà de 50 cm d'eau la situation est dangereuse, il n'y a pas lieu de distinguer différentes classes d'aléa fort.

La nécessité de préserver les champs d'expansion de crues impose de limiter la création de nouveaux bâtiments, les propositions faites par la CA de ne pas limiter les extensions pour les zones F-NU, M-NU et R-NU sont contraires à ce principe et ne peuvent être intégrées au PPRi.

Dans les zones concernées par un aléa Résiduel, le calage de la surface des planchers est de TN + 30 cm.

Avis de la commission d'enquête

Du fait de la rapidité des écoulements d'eau et du danger important qu'ils peuvent représenter dès 50 cm, la création d'un aléa très fort ne paraît pas nécessaire.

2.3.2.4. Concernant les conventions applicables à toutes les zones (page 13 du règlement)

En tout premier lieu il convient de spécifier de manière expresse dans le règlement du PPRI que chaque personne possédant un bâtiment concerné par la zone de danger puisse se rapprocher des services compétents de la DDTM qui leur communiqueront la cote de la PHE au droit de celui-ci, afin qu'elle puisse juger en connaissance de cause de l'obligation ou non de mettre en œuvre les mesures obligatoires de réduction de la vulnérabilité prévues. Pour les nouvelles constructions la cote de la PHE devrait être fournie par la DDTM, la cote du TN naturel restant à la charge de l'exploitant. Sa réalisation par un géomètre agréé doit pouvoir faire l'objet d'une subvention de l'état au titre des travaux de réduction de la vulnérabilité des biens.

Réponse de la DDTM

Les PHE sont indiquées sur le zonage réglementaire du PPRI. La détermination de la PHE à prendre en compte sur une parcelle s'effectue par interpolation comme explicité dans le règlement.

Avis de la commission d'enquête

La détermination des cotes PHE par interpolation entre deux courbes isocotes n'est pas toujours possible ou peut être litigieuse. En cas de demande du public (pour un permis de construire par exemple), la DDTM devrait en mesure de fournir la cote PHE et de la justifier

2.3.3. Communautés de Communes

2.3.3.1. CC du Pont du Gard

Son arrivée hors délai implique un avis tacite favorable et n'apporte aucune observation supplémentaire par rapport aux remarques et observations des communes membres.

2.3.3.2. CC Beaucaire-Terre d'Argence

Ne concerne que la commune de Jonquières-Saint-Vincent pour laquelle un avis défavorable est donné.

Réponse DDTM :

Se référer aux réponses apportées aux délibérations communales dans chacun des PPRI communaux

2.3.4. Conseil Départemental

Lettre du 17 mai 2016 (cf. annexe 5.3) parvenue hors délai au titre de la consultation des PPA, ce qui équivaut à un avis favorable tacite au titre de la consultation réglementaire. Cet avis est néanmoins examiné au titre des observations formulées pendant l'enquête.

2.3.4.1. Concernant le règlement

Insérer à la fin du § IV-1 la mention :

« Ces mesures ne sont applicables qu'aux constructions existantes situées dans les zones soumises à l'aléa de référence, donc dans les zones d'aléa fort et modéré ».

Parallèlement supprimer toute référence au zonage dans le détail des différentes mesures obligatoires.

Réponse de la DDTM

Dans chaque mesure obligatoire, il est précisé les zones du PPRi concernées sans qu'il soit besoin de le préciser en introduction générale. De plus, les mesures ne s'appliquent pas toutes dans les mêmes zones.

Avis de la commission d'enquête

Dont acte

2.3.4.2. Concernant les infrastructures

Le document mériterait d'être enrichi par une approche plus détaillée des conséquences des inondations sur les principaux axes menant aux zones urbanisées.

La partie cartographique pourrait intégrer une cartographie spécifique liée aux principaux axes de communication.

Réponse de la DDTM

Le PPRi est établi à partir de la réalité topographique. Il prend donc en compte l'existence des infrastructures et permet de connaître les hauteurs de submersion pour la crue de référence. Pour les points en lien avec la gestion de crise, c'est au maître d'ouvrage d'étudier ces aspects et aux Plans Communaux de Sauvegarde d'organiser la gestion.

Avis commission d'enquête

Réponse satisfaisante. Le PPRi donne les éléments nécessaires aux autorités compétentes pour organiser la gestion des crises.

2.3.4.3. Concernant la forme

Remplacer RN 110 par RD 6110 et RN 86 par RD 6086.

Réponse de la DDTM

Les intitulés des RD seront corrigés.

Avis commission d'enquête

Dont acte.

3. L'ENQUETE AU NIVEAU DE LA COMMUNE DE SAINT-BONNET-DU-GARD**3.1. Concertation préalable**

La concertation avec la commune et le public est prévue à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2013-330-0025 du 26 novembre 2013 Portant élaboration du Plan de Prévention des Risques Inondation sur la commune de Saint-Bonnet-du-Gard.

Elle s'est déroulée du mois de décembre 2013 au mois de février 2016 et a fait l'objet du bilan de concertation du 1^{er} février 2016 (cf. annexe 3.1)

La concertation avec les élus et les personnes publiques partenaires a donné lieu à deux réunions. Les points suivants ont été abordés :

- Réunion du 4 décembre 2013 : procédures et grands principes du PPRi ; restitution de l'aléa de référence
- Réunion du 30 octobre 2014 : enjeux ; projet de zonage et règlement.

Après recueil des observations de la commune, deux réunions bilatérales ont été organisées en présence de Madame le maire le 20 mai 2015 :

- Réunion du 10 février 2014 :
Les indications fournies par la commune ont permis d'ajuster les zones inondables par ruissellement et par débordement.
Sur 3 sites très localisés, la commune indique que l'aléa est sous-estimé dans le projet de PPRi. Après analyse, le niveau d'aléa est confirmé. Certains éléments (embâcles) peuvent expliquer ces écarts.
Sur un site, la commune indique une surestimation de l'aléa. Une analyse complémentaire a permis d'ajuster le zonage d'aléa.
La commune demande un ajustement localisé des enjeux afin de permettre un projet de commerce de proximité. Cet ajustement a été accepté par la DDTM.
- Réunion du 10 avril 2015 :
Cette réunion a permis d'ajuster les zonages d'enjeux en passant 3 sites d'enjeux non urbains à urbanisés du fait de constructions existantes.
Les zones soumises à ruissellement ont été analysées et ajustées en fonction des projets de développement urbain de la commune.

Pour ce qui concerne la concertation préalable avec la population, les documents projetés ont été mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Gard.

Six réunions publiques organisées du 15 décembre 2015 au 14 janvier 2016 pour l'ensemble du projet « bassin aval du Gardon » ont permis au public de mieux appréhender les dispositions projetées et de formuler ses observations préalablement à l'ouverture de l'enquête.

Sur la commune de Saint-Bonnet-du-Gard, une seule observation a été faite. Par manque de clarté une suite défavorable a été donnée avec renvoi vers l'enquête publique pour apporter des éléments complémentaires.

Cette concertation préalable a été suivie, préalablement à l'enquête publique, par la consultation réglementaire des personnes publiques associées (cf. § 2.3).

3.2. Organisation de l'enquête

3.2.1. Arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête

L'arrêté préfectoral n° 2016-DDTM-SEI-RI-021 en date du 31 mars 2016 (cf. annexe 2.2) a précisé les éléments relatifs à l'organisation de l'enquête, en conformité avec les obligations réglementaires fixées par le code de l'environnement.

Le siège de l'enquête a été fixé en mairie de Saint-Bonnet-du-Gard.

Sa durée a été fixée à 35 jours du vendredi 29 avril au jeudi 2 juin 2016 inclus.

Trois permanences ont été prévues, en adéquation avec la mobilisation prévisionnelle du public (suivant avis de la DDTM) et avec les horaires d'ouverture de la mairie.

Remarque :

Compte tenu de l'importance des observations à traiter par la DDTM pour l'ensemble des 27 communes concernées, une prolongation du délai de remise des rapports a été proposée par ce service par lettre en date du 13 juin 2016 (cf. annexe 2.3), fixant cette date de remise au 5 juillet 2016.

3.2.2. Information et publicité

L'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête a fait l'objet d'un avis spécifique à la commune de Saint-Bonnet-du-Gard (cf. annexe 4.1). Ces documents ont été affichés en mairie ainsi qu'en divers lieux d'affichage de la commune pendant toute la durée de l'enquête. Cet affichage a fait l'objet d'un certificat d'affichage (cf. annexe 4.4)

L'avis d'ouverture d'enquête a par ailleurs fait l'objet de publications légales dans la presse régionale ou locale 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et dans les 8 premiers jours de celle-ci (cf. annexe 4.2) :

- publication dans le Midi Libre : le 9 avril et le 30 avril 2016
- publication dans la Marseillaise : le 10 avril et le 4 mai 2016

Plusieurs articles de presse sont également parus dans les rubriques communales des journaux locaux et une page entière de rappel est parue dans le Midi Libre du 24 avril 2016 (cf. annexe 4.3)

Pendant toute la durée de l'enquête, les arrêtés et avis d'ouverture d'enquête ont été mis en ligne et le dossier a été consultable et téléchargeable sur le site internet de la préfecture du Gard à l'adresse <http://www.gard.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/Risques/Gestion-du-risque-inondation/Plans-de-Prevention-du-Risque-Inondation-PPRI/Les-PPRI-en-cours-d-elaboration>

3.2.3. Composition du dossier d'enquête

Le dossier soumis à la consultation du public pendant toute la durée de l'enquête comprenait :

- Registre d'enquête publique (32 pages)
- Arrêté préfectoral du 31 mars 2016 (4 pages agrafées au registre d'enquête)
- Annonces légales « Midi Libre » du 9 avril et « La Marseillaise » du 10 avril
- Dossier des consultations et avis des personnes publiques :
 - Bilan de la consultation du projet de PPRi de Saint-Bonnet-du-Gard (4 pages)
 - 3 lettres de consultation des personnes publiques du 19 février 2016 (3 x 3 pages)
 - Lettre du CNPF Languedoc-Roussillon du 5 avril 2016 (1 page)
 - Lettre de la Chambre d'agriculture du 22 avril 2016 (7 pages)
 - Délibération de la Communauté de Communes Beaucaire-Terre d'Argence du 29 mars 2016 (1 page)
 - Délibération du Conseil municipal de Saint-Bonnet-du-Gard du 14 avril 2016 (1page)
- Dossier d'enquête publique :
 - Résumé non technique (8 pages)
 - Règlement du PPRi de Saint-Bonnet-du-Gard (45 pages)
 - Plan de cartographie du zonage réglementaire
 - Plan de cartographie des aléas de référence
 - Plan de cartographie des enjeux
 - Rapport de présentation (72 pages)
 - Rapport hydraulique et cartographie :
 - . Rapport (217 pages)
 - . Plan d'impact du scénario d'effacement des digues et remblais sur la crue de référence

- . Plan « Analyse et localisation de la crue de référence »
- . Plans « Architecture du modèle hydraulique » (61 planches)
- . Plans « Analyse hydrogéomorphologique » (61 planches)
- . Plans « Emprise des surfaces inondables » (61 planches)
- . Plans « Impact du scénario d'effacement des digues et remblais sur la crue de référence » (61 planches)

3.3. Déroulement de l'enquête

3.3.1. Ouverture de l'enquête

Un contact préalable avec la commune a été établi par un membre de la commission d'enquête afin d'organiser et de planifier les permanences.

Conformément à l'arrêté préfectoral du 31 mars 2016, l'enquête a été ouverte le vendredi 29 avril 2016 à 8 heures (heure d'ouverture de la mairie au public) par un membre de la commission d'enquête.

Le dossier mis à disposition du public était complet.

3.3.2. Permanences et consultation du public

Trois permanences ont été tenues par un commissaire-enquêteur, représentant de la commission d'enquête aux horaires d'ouverture de la mairie les :

- vendredi 29 avril 2016 de 8 heures à 11 heures,
- mercredi 11 mai 2016 de 8 heures 45 à 11 heures 45,
- jeudi 2 juin 2016 de 14 heures à 17 heures.

3.3.3. Visite des sites concernés

Le commissaire enquêteur représentant la commission a procédé à la visite des principaux sites concernés par le zonage réglementaire à l'occasion de ses permanences dans la commune.

Une visite a également été organisée le 29 avril 2016 par un adjoint au maire, en particulier sur les sites faisant l'objet des observations de la commune développées dans la délibération du conseil municipal.

3.3.4. Entretien avec Madame le maire

Conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2016 et à l'article R562-8 du Code de l'Environnement, Madame Sandrine PERIDIER, maire de la commune de Saint-Bonnet-du-Gard a été entendue par un membre de la commission d'enquête.

Cet entretien s'est déroulé le 29 avril en mairie de Saint-Bonnet-du-Gard.

Les observations formulées par Madame le maire au cours de cet entretien sont développées et analysées dans le § 3.5.2 ci-après.

3.3.5. Clôture de l'enquête

Cette enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions et sans incident.

Elle a été clôturée le jeudi 2 juin à 17 heures (heure de fermeture de la mairie) par un membre de la commission d'enquête qui a récupéré le registre d'enquête ainsi que l'ensemble du dossier mis à disposition du public.

Cette clôture a été formalisée page 21 du registre d'enquête prévue à cet effet.

3.4. Bilan et synthèse des observations

3.4.1. Comptabilisation des observations

Le détail et l'analyse des observations fait l'objet du § 3.5 ci-après.

Sur le plan quantitatif on peut retenir globalement :

- 8 observations formulées par les personnes publiques consultées dont :
 - 4 par la Chambre d'Agriculture
 - 1 par le CNPF
 - 3 par le Conseil Départemental du Gard
- 5 observations et questions formulées par la commission d'enquête.
- 6 observations ont été formulées par la commune.
- 8 observations ont été formulées par le public en cours d'enquête (dont 4 par un même intervenant).
- Les observations émises par la Communauté de communes du Pont du Gard sont identiques à celles émises par la commune de Saint-Bonnet-du-Gard.
- Les observations émises par la Communauté de communes Beaucaire-Terre d'Argence ne concernent pas la commune de Saint-Bonnet-du-Gard.

3.4.2. Procès-verbal de synthèse des observations

Conformément au Code de l'Environnement et à l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2016, la commission d'enquête a établi un procès-verbal de synthèse afin de le remettre au responsable du projet dans les huit jours suivant la fin de l'enquête

Ce procès-verbal a été remis et commenté au responsable du projet de la DDTM du Gard le 10 juin 2016 (cf. annexe 7.1).

Afin de compléter l'information du responsable du projet, il lui a également été remis, en annexe de ce procès-verbal, le registre d'enquête ainsi que l'ensemble des documents remis par le public et les personnes publiques en cours d'enquête.

Le dossier d'enquête complet mis à la disposition du public a également été remis à la DDTM pour preuve de son intégrité en fin d'enquête.

3.4.3. Mémoire en réponse de la DDTM du Gard

Les réponses aux observations et questions développées dans le procès-verbal de synthèse ont été communiquées à la commission d'enquête dans le cadre d'un mémoire en réponse par le responsable de projet de la DDTM du Gard en date du 20 juin 2016 (cf. annexe 7.2) et commentées au cours d'une réunion le lundi 27 juin 2016.

Ces réponses ont été retranscrites intégralement dans le § 3.5 ci-après.

3.5. Analyse détaillée des observations ; réponses de la DDTM et avis de la commission d'enquête

3.5.1. Observations des personnes publiques (PPA)

Les observations formulées par les personnes publiques consultées concernent l'ensemble du projet « PPRi bassin aval du Gardon ». Ces observations sont traitées dans le cadre du § 2.3 du présent rapport.

3.5.2. Observations de la commune (cf. annexe 6.1)

Point 1 : Zone 1 AU (subordonnée à la réalisation de la STEP). La commune demande le classement de l'accès à cette zone en zone MU. Ce terrain représente un enjeu important en termes d'aménagement urbain.

Réponse de la DDTM

Dans le cadre de la concertation avec la commune (réunion du 10/04/2015), ce site a été évoqué du fait du zonage PPRI, mais aussi au regard des projets d'urbanisme de la commune. Au moment de la phase de concertation, le futur usage de cette zone n'était pas établi. Diverses pistes ont donc été envisagées par la DDTM et la commune, notamment un reclassement en enjeux urbains. La délibération de la commune clarifie les perspectives de ces terrains. Un reclassement en enjeux urbains dans le PPRI sera réalisé.

Avis de la commission d'enquête

Cette zone constitue une « dent creuse » par rapport à l'urbanisation actuelle. Elle est en outre non inondable et située à proximité du village et de son centre de vie (mairie ; commerces). Son urbanisation dans le cadre du développement de la commune est logique et pertinente. Les terrains d'accès à cette zone à partir de la RD 6086 doivent donc être classés en zone urbaine. La réponse de la DDTM est satisfaisante.

Point 2 : Zone N (ouest) proposée en zone 1AU au PLU (subordonnée à la réalisation de la STEP). L'urbanisation de cette zone nécessite une étude spécifique et la réalisation préalable d'aménagements permettant de mettre ces terrains hors d'eau pour une pluie centennale.

Réponse de la DDTM

Ce site est majoritairement concerné par des phénomènes de ruissellement, non réglementés par le PPRI.

Seule une frange à l'Est est impactée par les zonages FNU et MNU du PPRI.

Le reclassement d'une zone N à une zone AU relève de la planification et des règles d'urbanisme. Le PPRI n'est donc pas le bon outil pour valider ce changement. Toutefois, la proposition de conditionner l'urbanisation de la zone à une étude hydraulique et des travaux visant à exonder les terrains soumis, à ruissellement est conforme à la doctrine départementale en matière de gestion du risque de ruissellement dans les documents d'urbanisme.

Avis de la commission d'enquête

Le principe de gestion de l'écoulement par déversoir paraît adapté dans la mesure où il permet un flux linéaire sud-nord dirigé vers le ruisseau Campanard situé en point bas de la commune. Une orientation de l'écoulement longeant la RD 6086 vers le village ne respecterait pas l'écoulement naturel et aggraverait vraisemblablement l'aléa sur d'autres zones urbaines.

Toutefois le passage de la zone N concernée en zone AU dans le cadre du PLU n'est envisageable qu'après une étude hydraulique et la réalisation d'un fossé dûment calibré entre les parcelles 1000 et 1001.

Sous réserve que l'étude en confirme la faisabilité, le passage en zone AU paraît cohérent dans la mesure où cette zone constitue une « dent creuse » dans la zone urbanisée.

Il est à noter que l'inondation survenue en 2002 sur la parcelle 1001 (propriété de M. PELOUZET) est due semble-t-il à une obstruction des buses traversant la RD 6086 par des embâcles, ce qui a généré un débordement sur la route et un écoulement ne s'effectuant pas par le déversoir prévu à cet effet. Le diamètre de ces buses paraît insuffisant et la mise en place d'un dégrilleur pourrait être envisagée dans le cadre de l'étude.

Point 3 : Zone N (est) proposée en zone 1AU au PLU (subordonnée à la réalisation de la STEP). La commune demande le passage de cette zone de M-NU en M-U

Réponse de la DDTM

Au vu du compte-rendu de la réunion de concertation avec la commune (10/04/2015) concernant ces 3 réserves, et au vu du projet de développement urbain et du projet de bonne prise en compte du ruissellement à l'Ouest, le reclassement en enjeux urbains pour les 3 réserves est accepté.

Toutefois, la zone d'aléa fort localisée sur les parcelles de la réserve n°2 sera maintenue, mais de part son emprise limitée, n'est pas de nature à remettre en cause l'urbanisation du secteur.

Avis de la commission d'enquête

L'urbanisation de cette zone est logique dans la mesure où elle constitue une « dent creuse » située au cœur d'une zone urbanisée en bordure de la RD 6086.

La réponse de la DDTM est satisfaisante.

Point 4 : Parcelles soumises à plusieurs aléas. Des difficultés sont rencontrées sur certaines zones pour présenter des projets d'urbanisme conformes. La commune souhaite la prise en compte par les services de l'Etat des relevés topographiques fournis par les propriétaires.

Réponse de la DDTM

Ce type de demande sera analysé au cas par cas.

Avis de la commission d'enquête

Ces points sont en effet à analyser au cas par cas.

Cette observation confirme l'avis de la commission d'enquête relatif au manque de précision et aux difficultés d'interprétation du zonage réglementaire sur certaines zones.

Il est indispensable que la DDTM précise ce zonage plus finement et fournisse les données nécessaires à la conformité lors de l'étude de projets d'urbanisme.

Point 5 : Demande de passage en zone urbaine de la zone située au sud-ouest de l'épicerie (parcelle B 231). Cette zone est aisément accessible et bien desservie par tous les réseaux. Elle est située au centre de vie du village et devrait contribuer au développement de nouveaux commerces et services au cœur du village.

Réponse de la DDTM

Ce projet et la demande d'ajustement de la zone urbaine a précédemment fait l'objet de nombreux échanges avec la commune dans le cadre de la concertation (réunion du 10/04/2015).

Comme cela a été indiqué dans le compte-rendu de la réunion de concertation, de part le niveau d'aléa peu élevé (aléa résiduel), de part la proximité immédiate du centre-ville, au vu du projet de commerce de proximité et compte-tenu de l'extension limitée de la zone urbaine, ce reclassement en zone RU est acceptable. Il convient de noter que la commune devra veiller à ce que le futur PLU puisse permettre le projet.

Avis de la commission d'enquête

Cette zone est située au centre de vie du village (mairie ; commerces) et pourrait en effet contribuer à développer de nouveaux commerces et services.

La commission recommande d'étendre le passage en zone urbaine à la partie située au sud-ouest de l'épicerie dans la zone d'aléas R et M de la parcelle B 231. Cette limite correspondrait environ à la première haie de cyprès, comme demandé par ailleurs par M. et Mme BARRE (cf. § 3.5.3). La séparation entre la zone urbaine et la zone agricole serait ainsi cohérente au niveau paysager.

Point 6 : les cartes présentent des difficultés de lecture et d'interprétation pour les pétitionnaires et les services urbanismes gestionnaires des dossiers

Réponse de la DDTM

Les cartes de zonage réglementaire sont réalisées à l'échelle du 1/5000, permettant l'affichage détaillé du zonage.

De plus, le zonage réglementaire résultant du croisement des 3 classes d'aléas avec les 3 classes d'enjeux, il génère un potentiel de 9 zonages différents.

Les règles définies pour chacune des 9 zones étant différentes, il convient que celles-ci soient distinguées sur la carte de zonage réglementaire. Ce principe est en application de la jurisprudence existante.

Enfin, de manière générale, les services instructeurs font peu de retours concernant des difficultés pour l'application des PPRi déjà approuvés. Toutefois, en cas de difficultés, les services de la DDTM sont disponibles et peuvent être saisis pour avis.

Avis de la commission d'enquête

L'avis de la commission sur ce sujet est développé dans le cadre du « point 4 ». Dans son avis général sur le projet (cf. § 2.1.1 du titre II), la commission considère que ces difficultés de lecture et d'interprétation constituent l'un des points faibles du projet.

Entretien avec Madame le maire :

Au cours de cet entretien réalisé le 29 avril, Madame le maire a commenté et argumenté les réserves figurant sur la délibération du Conseil municipal du 14 avril.

Le passage en zone urbaine de certaines dents creuses proches du centre du village (réserves n° 1, 3 et 5) est nécessaire au développement de la commune et contribuerait à une urbanisation rationnelle de celle-ci.

La zone située à côté de l'épicerie en particulier (réserve n° 5) est nécessaire au maintien des activités existantes et au développement de nouveaux commerces et services au coeur du village.

Réponse DDTM :

Voir réponses aux différents points de la délibération.

Avis de la commission d'enquête

Voir avis de la commission relatifs aux points 1 à 5 des observations de la commune.

Observation complémentaire de Madame le maire :

Réf. : observation du 2 juin portée sur le registre d'enquête (page 5)

Concernant la réserve n° 5 de la délibération du 14 avril, Madame le maire précise que la zone concernée est toute la parcelle B 231. Les limites naturelles seront ainsi respectées.

Réponse DDTM :

Au vu de la surface de la parcelle 231 et des aléas modéré et résiduel, le reclassement de toute la parcelle en enjeux urbain n'est pas justifié.

Un reclassement de la zone d'aléa résiduel sur la partie Est de la parcelle, secteur moins exposé, en continuité de la zone urbaine, est plus en cohérence avec le principe de prévention du risque d'inondation et du projet communal.

Avis de la commission d'enquête

Le passage de la totalité de la parcelle B231 en zone urbaine ne paraît pas indispensable à l'objectif de développement du cœur du village recherché.

L'avis de la commission est développé dans le « point 5 » des observations de la commune.

3.5.3. Observations du public

M. Fernand GILLIO – Propriétaire des parcelles 392 et 617

Réf. : observation sur registre d'enquête (page 2)

Souhaite savoir s'il peut vendre les parcelles 392 et 617 pour construire.

Réponse de la DDTM :

La parcelle 392 n'est pas localisable.

La parcelle 617, située à l'arrière de la propriété de M. Gillio est localisée en dehors des zones du PPRI. C'est donc le document d'urbanisme seul qui régit les possibilités de constructions sur celle-ci.

Avis de la commission d'enquête

Dont acte

Mme Roselyne BIANCIOTTO – Propriétaire de la parcelle 1001

Réf. : Dossier remis au commissaire-enquêteur le 11 mai 2016 (Lettre 2 pages ; 2 plans ; Constat d'huissier du 13/10/05)

- Conteste la réalisation du déversoir qui canalise les eaux pluviales du versant « Garrigues basses » vers son terrain dans la mesure où il rend son terrain inondable et où il a supprimé l'accès à celui-ci (parcelle 1001 enclavée).
- Souhaite que son terrain demeure constructible comme le prévoit le POS.

Réponse DDTM :

Le constat d'un huissier ne constitue pas une étude hydraulique. Il n'est donc pas cohérent de se baser sur ce document pour certifier du caractère non inondable de la parcelle A 1001, d'autant plus que ce constat est en opposition avec le témoignage de Mme et M. PELOUZET, propriétaires de la parcelle voisine A1000, qui rapportent des dégâts liés aux inondations en 2002 et 2010 (voir remarque précédente)

Conformément aux remarques de la commune dans les réserves 2 et 3 ci-dessus, la zone a été reclassée en enjeux urbains. La parcelle A1001 est donc soumise aux zones FU et MU du PPRI. Cette dernière, principale zone touchant la parcelle, permet les nouvelles constructions sous réserve de prescriptions (calage de planchers).

La problématique d'enclavement de la parcelle n'est pas gérée par le PPRI.

La parcelle sera reclassée en zone urbanisée comme indiqué dans le point 2 de la délibération.

Avis de la commission d'enquête

La réponse de la DDTM est satisfaisante.

L'avis de la commission d'enquête relative à cette zone est développé dans le « point 2 » des observations de la commune (cf. § 3.5.2).

Le problème d'enclavement de la parcelle 1001 mentionné par la propriétaire ne concerne pas le PPRI mais il est surprenant que celui n'ait pas été pris en compte lors de la réalisation de la fosse et du déversoir qui ont condamné l'accès initial.

M. et Mme Pierre PELOUZET – Propriétaires de la parcelle 1000

Réf. : Dossier remis au commissaire-enquêteur le 11 mai 2016 (Lettre 2 pages ; 3 photos ; Lettre DDE du 26/01/05)

- Souhaite que les eaux pluviales du versant « Garrigues basses », canalisées actuellement vers la parcelle 1001 par un déversoir à la sortie des buses traversant la route D6086, soient orientées vers le village.
- Demande, dans le cas où le déversoir actuel est maintenu, la réalisation d'un fossé bâti « en dur » sur la parcelle 1001 comme indiqué dans une lettre de la DDE du 26/01/05.

Réponse DDTM :

Le PPRI restitue les écoulements dans les conditions actuelles d'écoulements, confirmant le caractère inondable décrit par Mme et M. PELOUZET.

Toute modification du réseau hydrographique est soumise à de nombreuses réglementations et fait l'objet de prescriptions (études hydrauliques,...) voire d'interdiction, en particulier si ces travaux aggravent le risque inondation à l'amont et/ou à l'aval. De plus, les travaux évoqués par Mme et M PELOUZET ne sont pas de nature à avoir un impact sur la crue de référence centennale.

Avis de la commission d'enquête

L'avis de la commission sur cette zone est développé dans le « point 2 » des observations de la commune (cf. § 3.5.2).

M. et Mme John et Francine BARRE - Propriétaire de la parcelle B 231

Réf. : Lettre du 11 mai 2016 + 1 photo aérienne (agrafé page 6 du registre d'enquête)

Demandaient le passage en zone urbaine d'une partie de la parcelle B 231 jusqu'à la première haie de cyprès (voir photo aérienne).

La partie qui se trouve en aléa modéré n'est pas justifiée car la parcelle se trouve sur un dénivelé naturel bien au dessus du fossé.

Les réseaux nécessaires à l'urbanisation de cette parcelle sont situés à proximité directe (côté mairie et côté chemin des jardins).

Réponse DDTM :

Au vu de la surface de la parcelle 231 et des aléas modéré et résiduel, le reclassement de toute la parcelle en enjeux urbain n'est pas justifié.

Un reclassement de la zone d'aléa résiduel sur la partie Est de la parcelle, secteur moins exposé, en continuité de la zone urbaine, est plus en cohérence avec le principe de prévention du risque d'inondation et du projet communal.

Avis de la commission d'enquête

Cette demande rejoint la demande formulée par la commune. L'avis de la commission est développé dans le § 3.5.2 (point 5).

M. Bruno VAN KERM - Propriété Lapidomus Invest

Réf. : Dossier (7 pages) remis au commissaire-enquêteur le 2 juin 2016 (agrafé page 7 du registre d'enquête)

- Quelle est l'analyse hydrologique pour le choix de la crue de référence du Fossé des Garrigues et du ruisseau Campanard ?

- Parcelle OB 281 :

Les surfaces de débordement autour du ruisseau paraissent trop importantes par rapport à septembre 2002.

Il convient de prendre en compte en 2002 la présence de nombreux embâcles au niveau du moulin en aval qui ont entraîné une montée anormale des eaux. Ce débordement paraît peu probable aujourd'hui vu les travaux d'élargissement du ruisseau en aval de la parcelle 281.

- Parcelle OB 275 :

Conteste l'aléa sur cette parcelle et en particulier la « poche » en aléa fort sur une grande partie de celle-ci.

Il n'y jamais eu de débordement ou d'inondation lors des épisodes de 2002 et suivants.

Demande le classement de cette parcelle en zone M-U.

- Parcelle OB 1635 :

La « bulle » en aléa fort provenant de la parcelle 275 est étrange car il y a une différence de plus d'un mètre de hauteur entre les deux parcelles.

Compte tenu de l'aléa modéré, de la partie en zone blanche et de la marge d'erreur (Lidar ; calage des cartes), demande que cette parcelle, située dans la zone urbaine, soit classée en zone M-U.

Remarque : le classement en zone M-U des parcelles OB 275 et OB 1635 offrirait une continuité possible et un développement modéré du bâti de part et d'autre de la route D 6086 en limite intérieure de l'agglomération de Saint-Bonnet-du-Gard.

Réponse DDTM :

Observation 1:

La méthodologie appliquée pour définir les crues de référence sur le bassin versant étudié est détaillée dans le rapport hydraulique en annexe du PPRI, dans les chapitres 4, 5, et 6, ainsi que dans la carte annexe "synthèse Qref A0".

Le tableau page 121 du rapport hydraulique indique les événements de référence pour les cours d'eau de Saint Bonnet du Gard.

L'événement de référence sur Saint Bonnet du Gard est la crue centennale, supérieure à l'événement de 2002. Ainsi, la comparaison de PHE de la crue de 2002 avec la cartographie du PPRI dans les zones où l'événement de référence est centennal n'est donc pas pertinente.

Observation 2:

L'événement de référence cartographié dans le PPRI est la crue centennale, supérieure à celle de 2002. De plus, la modélisation ne prend pas en compte les phénomènes d'embâcle pour la cartographie de l'aléa, de par la nature imprévisible et non quantifiable de ces phénomènes. De plus, les données topographiques fines utilisées pour le PPRI sont très récentes et ont pris en compte les travaux d'élargissement évoqués dans le courrier, et restituent de manière précise les pentes du terrain naturel.

Sur la parcelle 281, la cote d'eau varie de l'amont vers l'aval, de 47,40mNGF environ, jusqu'à 46,50mNGF.

Le croisement de ces cotes d'eau avec les données topographiques indique que la zone d'aléa fort correspond à des hauteurs d'eau de 50 cm à 1 mètre, confirmant le classement du PPRI. De même, la zone d'aléa modéré au Nord de la parcelle présente des hauteurs d'eau de 30 à 40 cm, cohérentes avec l'aléa modéré.

Observation 3:

La topographie du PPRI confirme le niveau plus élevé de la parcelle 275 vis-à-vis de la parcelle 281.

Toutefois, la cote d'eau impactant la parcelle 275 est différente de celle impactant la parcelle 281, notamment en raison des écoulements provenant de la RD 6086, au Sud-Est de la parcelle 275. Cet apport latéral contribue à augmenter la hauteur d'eau au droit de la parcelle, la cote d'eau au niveau de la RD6086 étant de 50 m NGF.

Pour plus de clarté, les isocotes seront affinées sur la zone.

Observation 4:

De même que pour la parcelle 275, la parcelle 1635 présente effectivement une topographie plus haute, et les apports des écoulements de la RD6086 contribuent à augmenter localement la cote d'eau de référence, qui, croisée avec la topographie locale, justifie les aléas cartographiés. Aucun élément fourni n'est de nature à remettre en cause la précision des levés topographiques utilisés pour délimiter l'aléa.

Toutefois, au vu de la proximité des zones urbanisées du PPRI, qui ceinturent la parcelle 1635, et au vu du risque inondation peu élevé, un reclassement en enjeux urbain sera effectué sur cette parcelle. Le reclassement en enjeux urbains de la parcelle 275 aurait un impact négligeable sur la zone constructible, car elle est essentiellement classée en zone d'aléa fort.

Avis de la commission d'enquête

L'argumentation développée par la DDTM est satisfaisante et il convient de noter en particulier que la crue de référence retenue sur cette zone n'est pas la crue de 2002. Les propositions de la DDTM consistant à classer la parcelle 1635 en zone urbaine et à conserver la parcelle 275 en zone non urbaine sont cohérentes avec l'urbanisation de cette partie de la commune et avec les zones d'aléas qui sont confirmées et justifiées.

Il faut toutefois noter que la commune considère que l'urbanisation de la parcelle 1635 est conditionnée par une sécurisation de l'embranchement du chemin d'accès qui la dessert (carrefour situé au sud-ouest de la parcelle).

Par ailleurs la commission considère que l'urbanisation de cette parcelle limitrophe de la RD 6086 bordée de platanes pourrait nuire à l'aspect paysager de l'entrée de village constituée actuellement d'une zone de verdure avenante.

M. Jean NIALON

Réf. : observation sur registre d'enquête page 5 + 1 plan (agrafé page 8 du registre d'enquête)

Demande d'informations.

Considère que le dossier est correct sur son secteur et fournit à titre d'information un plan précisant la mise en place de bassins sur sa propriété

Réponse DDTM :

Dont acte

3.5.4. Observations et questions de la commission d'enquête

1 - Ruissellements

Dans quelle mesure les ruissellements sont-ils pris en compte dans le PPRi ?

La commission considère que les ruissellements présentant un risque identifié, en particulier par leur historique, devraient être pris en compte.

Réponse DDTM :

Les 27 PPRI communaux ont pour objet l'étude et la réglementation des zones inondables par débordement. De fait, les phénomènes de ruissellement ne sont pas étudiés dans ce cadre, et ne sont pas réglementés par ce document.

De plus, de par sa nature, le ruissellement est un écoulement non organisé dont la genèse et les dégâts sont locaux, à l'échelle communale ou infracommunale. Ainsi, la réglementation prévoit que le ruissellement soit pris en charge et traité par les collectivités au travers notamment du zonage pluvial. Depuis la loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992, il appartient aux communes de délimiter les zones où des mesures doivent être prises pour maîtriser l'imperméabilisation et les écoulements ainsi que pour assurer en tant que

de besoin, le traitement des eaux pluviales, dispositif codifié à l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT)

Toutefois, le PPRI porte à la connaissance générale quelques informations sur la problématique du ruissellement : les cartes informatives sur l'aléa inondation peuvent identifier des zones potentiellement soumises à ruissellement; l'approbation du PPRI va imposer à chaque commune la réalisation d'un zonage d'assainissement pluvial dans les 5 ans.

Bien que non réglementé au travers du PPRI, le ruissellement est réglementé au travers d'autres documents, en premier lieu les documents d'urbanisme, à l'appui des éléments qui peuvent être indiqués dans les cartes informatives du PPRI.

Avis de la commission d'enquête

La commission regrette que ces positions de principe n'aient pas été explicitées au cas par cas dans une fiche communale en fonction du contexte local et des hypothèses retenues.

La prise en compte d'axes d'écoulement non classifiés cours d'eau et présentant des risques identifiés est pertinente et conforme aux objectifs d'un PPRI.

Il serait souhaitable qu'une aide soit apportée aux communes pour la réalisation du zonage d'assainissement pluvial prévu dans les 5 ans.

2 - Cartographie

Pour faciliter le repérage sur les cartes d'aléas, d'enjeux et de zonage réglementaire, il serait souhaitable d'y faire figurer les routes principales ainsi que les noms des principales voies communales.

Réponse DDTM :

L'ajout de ces éléments est de nature à surcharger la cartographie, voire risque de masquer certaines parties du zonage, qui aurait pour conséquence une non application du PPRI sur les zones masquées.

A l'échelle du 1/5000, les limites parcellaires et du bâti cadastré permettent à tout chacun d'identifier le ou les zonages impactant chaque parcelle.

Tous les PPRI du Gard sont cartographiés de cette façon.

Les données des PPRI approuvés sont également mises à disposition des services instructeurs des demandes d'urbanisme et du grand public, sous format numérique, permettant leur exploitation et superposition avec tout autre type de données.

Avis de la commission d'enquête

La commission d'enquête estime que la carte « Enjeux » au 1/5000ème, actuellement peu documentée pourrait présenter les quelques informations nécessaires au repérage pour retrouver facilement une parcelle (voies routières principales, voies de chemin de fer, autoroute, cours d'eau, rues principales, mairie, écoles, cave coopérative, etc.).

De plus, cette carte permet la compréhension du zonage du PPRI mais n'est pas une carte réglementaire.

3 - Plus hautes eaux (PHE)

Les cotes PHE sont déterminées en principe à partir des courbes isocotes des plans de zonage réglementaires par interpolation. Compte tenu de l'échelle et de certains profils particuliers ces cotes sont parfois difficilement calculables. Comment seront-elles définies dans ces cas-là et quelle sera la procédure pour les obtenir ?

Réponse DDTM :

L'affichage des cotes d'eau par profils ou isocotes est le moyen d'information le plus lisible à l'échelle communale.

Du fait de l'approbation du PPRI, les demandes d'autorisation d'urbanisme devront obligatoirement présenter des plans et coupes cotées en mètres NGF, certifiées par géomètre expert ou architecte. Ces prestataires ont les compétences requises pour effectuer les interpolations.

La DDTM peut être consultée lors de l'instruction ou en amont du dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme afin de transmettre ou valider ce type d'informations.

Avis de la commission d'enquête

Dont acte

4 - Aléa résiduel

Comment l'aléa résiduel est-il déterminé ?

N'y a-t-il pas des zones d'incertitudes ? Sont-elles systématiquement classées en aléa résiduel ?

Réponse DDTM :

Suite à la crue de 2002 et comparativement à la crue de 1958, il est apparu nécessaire d'identifier et de réglementer l'emprise maximale des zones inondables par débordement, afin de connaître les zones exposées pour une crue plus forte que la crue de référence.

Pour ce faire, la principale méthode d'identification mise en œuvre est l'étude hydrogéomorphologique, qui délimite le lit majeur de chaque cours d'eau. Ainsi, les zones appartenant au lit majeur et n'étant pas inondées par la crue de référence sont classées en aléa résiduel.

Afin de s'assurer d'une cartographie des zones inondables au 1/5000 de la meilleure qualité possible, l'utilisation des photos aériennes stéréoscopiques, d'une topographie fine, de diverses cartographies (cartes géologiques) et des visites terrains sont mises en œuvre pour l'étude hydrogéomorphologique.

De plus, la qualité et l'expérience du bureau d'études PPRI en matière d'hydrogéomorphologie sont des critères d'analyse et de choix lors de l'appel d'offre.

Les incertitudes, inhérentes à toute étude et cartographie, ne sont pas quantifiables et ni affichées, ni affichables dans les cartographies du PPRI.

Tout au long de la phase de concertation et dans le cadre de l'enquête publique, toutes les remarques formulées sur ce sujet ont été ou seront analysées finement par la DDTM et/ou par le bureau d'études. Des ajustements pourront être réalisés si nécessaire.

Avis de la commission d'enquête

La méthode de détermination des aléas résiduels, sans la remettre en cause, paraît relativement imprécise, voire aléatoire, et concerne des zones pour lesquelles la probabilité d'inondations est extrêmement faible (plus que la crue de référence par définition). Il est à craindre que les contraintes du règlement relatives aux zones « R » pénalisent inutilement certains secteurs, en particulier dans leurs parties les plus élevées. Une analyse au cas par cas aurait été souhaitable et, dans certains cas particulièrement pénalisants, des dérogations devraient pouvoir être envisagées.

5 - Crue de référence

Comment les niveaux des plus hautes eaux ont-ils été déterminés ?

Réponse DDTM :

Les cotes d'eau pour la crue de référence sont issues de la modélisation hydraulique de cette crue.

Sur le secteur aval du bassin versant du Gardon, la crue de référence est, selon les cours d'eau et selon la répartition des pluies, soit l'évènement de 2002, soit l'évènement statistique centennal.

Afin de s'assurer de la qualité du modèle mis en œuvre, une phase de calage est réalisée, et est décrite dans le rapport hydraulique en annexe du PPRI (chapitres 4.7 et 5.5). Pour cette étude, les événements de 2002, 2008 et 2011 ont été utilisés pour le calage et la validation du modèle.

Dans le cas où la crue de référence est 2002, les cotes d'eau modélisées ont été comparées aux repères de crue levés à la suite de cet événement (296 repères de crue, dont 252 fiables). Le modèle a été jugé fiable au vu des écarts entre les cotes d'eau de 2002 et les cotes d'eau modélisées.

Les informations collectées tout au long de l'étude, comme les emprises inondées, les témoignages, peuvent aussi être des outils pour vérifier et valider la qualité du modèle.

Dans le cas où la crue de référence est centennale, en l'absence d'événements majeurs connus et documentés, la robustesse du modèle est vérifiée à partir du calage sur les crues connues (2002, 2008 et 2011). Si le modèle restitue correctement ces crues intermédiaires, il restitue alors correctement la crue centennale.

Avis de la commission d'enquête

Il apparaît que pour certains cours d'eau annexes, il n'existe pas suffisamment de repères de crues significatifs pour le calage du modèle, ce qui pourrait rendre problématique la détermination des PHE sur certaines zones. De ce fait des études complémentaires semblent nécessaires.

Fait à Nîmes, le 28 juin 2016

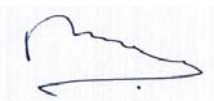
Le Président de la commission d'enquête

M. Jean-Louis BLANC



Les membres de la commission d'enquête

Mme Jeanine RIOU



M. Sigismond BLONSKI



M. André CARRIERE



M. Patrick LETURE



II. CONCLUSIONS ET AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

1. RAPPEL DE L'OBJET ET DU DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

1.1. **Objet et objectifs de l'enquête**

Le PPRi entre dans le cadre de la politique de solidarité nationale et de prévention des risques naturels majeurs menée par l'Etat. Son but est de garantir la sécurité de la population et de réduire le coût des inondations tout en permettant le développement des communes.

Il a pour objectifs principaux d'informer la population concernée des risques encourus et de réglementer les projets d'urbanisme afin d'assurer la protection des personnes et des biens par des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

Après approbation, le PPRi constitue une servitude d'utilité publique et doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune.

Cette enquête publique concerne le projet de Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) de la commune de Saint-Bonnet-du-Gard.

Elle s'intègre dans un ensemble de 27 enquêtes publiques relatives aux 27 communes concernées par les crues générées par le bassin versant aval du Gardon.

Une partie du territoire et de la population de la commune est soumise aux risques d'inondations par les crues récurrentes du fossé des Garrigues et des ruisseaux Campanard et du vallon de Saint-Céris.

Rappel du projet ; principes du PPRi :

L'autorité organisatrice de ce projet est la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) du Gard.

L'élaboration d'un PPRi pour chacune des 27 communes concernées, dont la commune de Saint-Bonnet-du-Gard, objet de cette enquête publique, a été prescrite par arrêté préfectoral en date du 26 novembre 2013.

Ce projet de PPRi a été étudié suivant une méthodologie commune à tous les PPRi. Il s'appuie en particulier sur les observations effectuées au cours de la crue de septembre 2002 et sur l'étude effectuée par la société Hydratec.

L'étude hydrographique conduit à définir des zones d'aléas en fonction de la hauteur d'eau atteinte lors des crues de références (crue de septembre 2002 ou crue centennale).

Trois zones d'aléas (hauteur d'eau) sont ainsi définies : aléa fort (F), aléa modéré (M) et aléa résiduel (R).

Trois zones d'enjeux sont également définies en fonction du niveau d'urbanisation : zone urbanisée (U), zone urbanisée du centre urbain (Ucu) et zone non urbanisée (NU).

Le croisement des 3 zones d'aléas et des 3 zones d'enjeux conduit à définir 9 zones qualifiées de « zones de danger » ou « zones de précaution ».

Sur ces bases, le PPRi présente les documents règlementaires suivants :

- Un plan de zonage règlementaire au 1/5000ème recouvrant l'ensemble du territoire de la commune. Ce plan délimite les 9 zones précédemment définies et mentionne les courbes d'isocotes permettant de définir les PHE (plus hautes eau).

- un règlement du PPRi qui définit les règles d'aménagements à respecter pour chacune des 9 zones ainsi que les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde à mettre en œuvre dans le cadre de nouveaux projets ou sur les biens existants.

Rappel relatif à la procédure d'enquête publique :

L'enquête publique, objet du présent rapport, a pour principaux objectifs :

- l'information et la participation du public afin de recueillir ses observations, suggestions et requêtes relatives au projet de PPRi soumis à enquête,
- la consultation des personnes publiques concernées, dont la commune en particulier,
- l'émission des avis motivés de la commission d'enquête relatifs aux observations du public et des personnes publiques et au contenu du projet.

Ces éléments constituent ainsi une aide à la décision pour l'établissement du projet définitif.

1.2. Déroulement de l'enquête

1.2.1. Actions préalables à l'enquête

L'enquête a été précédée d'une concertation préalable avec la commune et d'une consultation des personnes publiques associées règlementaires suivantes :

- Commune de Saint-Bonnet-du-Gard
- Centre National de la Propriété Forestière (CNPF)
- Chambre d'Agriculture du Gard
- Conseil Régional Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
- Conseil Départemental du Gard

Une consultation complémentaire a également été faite auprès de la Communauté d'Agglomération de Nîmes, des Communautés de Communes du Pont du Gard, du Pays d'Uzès et de Beaucaire-Terre d'Argence ainsi que des SCOT Sud-Gard et Uzège-Pont du Gard.

Cette consultation a donné lieu à une délibération du Conseil municipal ainsi qu'à des avis du CNPF, de la Chambre d'Agriculture du Gard, du conseil départemental du Gard et des Communautés de Communes de Beaucaire-Terre d'Argence et du Pont du Gard.

Six réunions publiques relatives aux projets de PPRi des 27 communes du bassin versant aval du Gardon avec participation du public aux débats ont été organisées du 15 décembre 2015 au 14 janvier 2016 par les responsables du projet de la DDTM du Gard dans les communes de Remoulins, Collias, La Capelle et Masmolène, Montfrin, Aigaliers et Bourdic.

Ces réunions ont fait l'objet d'une large information préalable par voie de presse, par internet sur le site de la DDTM du Gard et par affichage dans les communes.

Préalablement au début de l'enquête, la commission d'enquête a été informée par la DDTM du contenu du projet, des enjeux et des difficultés potentielles relatifs à chaque commune.

La DDTM a également organisé le 8 avril 2016 une visite des principaux lieux concernés pour l'ensemble de la commission d'enquête.

La publicité pour information du public a fait l'objet :

- de l'affichage de l'avis d'enquête du 14 avril 2016 au 2 juin 2016 inclus en mairie de Saint-Bonnet-du-Gard (cf. annexe 4.4) ainsi qu'en divers points d'affichage de la commune,
- des parutions réglementaires de l'avis d'enquête sur deux journaux locaux les 9 et 10 avril 2016 pour la première parution et les 30 avril et 4 mai 2016 pour la deuxième parution,
- d'annonces spécifiques parues dans la presse.

1.2.2. Déroulement de l'enquête

L'enquête publique s'est déroulée dans de bonnes conditions conformément à la réglementation et à l'arrêté préfectoral du 31 mars 2016.

Elle s'est déroulée dans les locaux de la mairie de Saint-Bonnet-du-Gard du vendredi 29 avril au jeudi 2 juin 2016 inclus.

Un membre de la commission d'enquête a ouvert l'enquête le 29 avril à 8 heures et a tenu trois permanences dans ces mêmes locaux le 29 avril, le 11 mai et le 2 juin 2016 afin d'informer le public et recueillir ses observations.

Un membre de la commission d'enquête a rencontré Madame le Maire de Saint-Bonnet-du-Gard le 29 avril 2016 afin de recueillir son avis et ses observations personnelles.

Durant toute l'enquête, le dossier complet ainsi que le registre d'enquête publique pour annotation des observations ont été mis à la disposition du public aux heures d'ouverture de la mairie. L'intégrité du dossier a été régulièrement contrôlée par un agent de la mairie et aucun incident n'a été à déplorer.

L'ensemble du dossier d'enquête était en outre consultable sur le site internet de la Préfecture du Gard.

L'enquête a été clôturée par un membre de la commission d'enquête le 2 juin 2016 à 17 heures. Celui-ci a récupéré ce jour le registre d'enquête ainsi que l'ensemble des lettres et documents adressés à la commission d'enquête. Il a récupéré également l'ensemble du dossier d'enquête afin de le remettre à la DDTM du Gard pour preuve de son intégrité.

Après clôture de l'enquête, la commission a établi dans la huitaine un procès-verbal de synthèse remis et commenté au responsable du projet de la DDTM

Sur les bases de ce procès-verbal de synthèse, le responsable du projet a communiqué ses réponses à la commission d'enquête le 20 juin 2016 et les a commentées au cours de la réunion du 27 juin 2016.

2. CONCLUSIONS ET AVIS DÉTAILLÉS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

2.1. Avis sur le projet et le dossier d'enquête

2.1.1. Avis sur le projet

Le projet de PPRi relatif au bassin versant aval du Gardon complète les PPRi établis et approuvés pour de nombreuses communes du Gard et en particulier pour celles concernées par les autres zones du bassin versant du Gardon (Gardon amont ; Gardon d'Anduze ; Gardon d'Alès).

Ce projet qui inclut le PPRi de la commune de Saint-Bonnet-du-Gard, objet de la présente enquête publique, est établi suivant une méthodologie analogue à celle des PPRi

précédents. Celle-ci a fait l'objet de retours d'expériences et constitue une bonne base d'étude.

Le règlement comporte une partie informative préalable didactique (lexique ; règles de zonage ; principes directeurs retenus pour chacune des 9 zones) et une partie réglementaire.

Ce règlement et la carte de zonage réglementaire sont cohérents avec les objectifs généraux de prévention, de protection et de sauvegarde.

La commission d'enquête considère comme justifiées et pertinentes les options suivantes retenues dans l'étude :

- Aléa fort pour des PHE (plus hautes eaux) supérieures à 50 cm : les vitesses d'écoulement ne sont pas précisées dans le projet mais les courbes isocotes très rapprochées dans la plupart des zones d'aléa fort traduisent incontestablement des vitesses d'écoulement très élevées et dangereuses qui justifient cette option.
- La prise en compte de certains ruissellements, autres que les cours d'eau au sens réglementaire, se justifie dans la mesure où ces ruissellements sont susceptibles de débordements et présentent un risque identifié.

La commission d'enquête considère toutefois que ce projet de PPRi, comme les précédents, présente les points faibles suivants :

- On peut regretter un manque de lisibilité sur les plans de zonage réglementaire au 1/5000ème.

Certaines zones manquent de clarté et les courbes isocotes sont parfois resserrées, imbriquées et rendent difficiles la détermination des PHE (plus hautes eaux) qui constituent des données prépondérantes dans l'étude des projets d'urbanisme.

- La méthode de détermination des aléas résiduels, sans la remettre en cause, paraît relativement imprécise, voire aléatoire, et concerne des zones pour lesquelles la probabilité d'inondations est extrêmement faible (plus faible que la crue de référence par définition). Il est à craindre que les contraintes du règlement relatives aux zones « R » pénalisent inutilement certains secteurs, en particulier dans leurs parties les plus élevées.

Il est à noter par ailleurs que le projet soumis à enquête publique sera l'objet de certaines modifications dans sa forme définitive suite aux observations formulées au cours de l'enquête publique.

Globalement et suite à ces modifications, la commission d'enquête considère que le projet a été établi sur une bonne concertation préalable, a fait l'objet d'une étude de qualité et qu'il répond à ses objectifs d'information, de prévention et de protection des personnes et des biens.

2.1.2. Avis sur le dossier d'enquête

La commission estime que le dossier soumis à enquête publique est complet mais pourrait être amélioré grâce à un complément d'informations :

- pour faciliter la lecture des cartes et aider le public à localiser un lieu et retrouver facilement une parcelle, la commission propose que soient rajoutées sur la carte « Enjeux » au 1/5000^{ème} les informations suivantes : route principales, voies de chemin de fer, autoroute, cours d'eau, grandes rues du centre-ville, mairie, église, écoles, etc.
- enrichir le rapport de présentation d'une fiche par commune : particularité des cours d'eau avec la crue de référence prise en compte (Q100 ou 2002), présence de

karst. Tous ces éléments sont issus du rapport Hydratec mais pas forcément lus par le public.

- préciser si le ruissellement a été pris en compte sur la commune et comment.

Remarque :

Les corrections suivantes sont à apporter aux documents d'enquête :

- Rapport Hydratec page 120
 - tableau présentant les crues de référence : supprimer tout ce qui concerne le village de COMPS ; ajouter tout ce qui concerne le village de REMOULINS
 - Village de COLLIAS : ajouter l'Alzon
- Analyse et localisation de la crue de référence :
Sur la carte IGN Scan 25, il manque la localisation de VAL 13 AV (label) – 110.3 m³ (SO2) / 32.6 m³ (Q100)

2.2. Avis sur la concertation préalable et l'information du public

Compte tenu de l'importance du dispositif de concertation qui s'est inscrit dans la durée et a déployé de nombreux outils permettant une bonne compréhension du dossier et une large participation, la commission d'enquête estime que les obligations réglementaires en la matière ont été largement satisfaites et que les élus comme le public ont disposé des moyens leur permettant de faire valoir leurs observations en amont de la phase d'enquête.

2.3. Avis sur l'organisation et le déroulement de l'enquête

Les permanences, organisées en nombre suffisant, et les rencontres avec les habitants de Saint-Bonnet-du-Gard se sont déroulées sans incident et conformément à l'arrêté préfectoral.

Une salle a été réservée dans la mairie afin de permettre au public de s'exprimer librement et sans contrainte.

Il faut aussi noter une bonne collaboration du personnel communal et des élus avec la commission d'enquête.

La publicité effectuée pour cette enquête a dépassé le minimum légal et a ainsi favorisé l'information du public.

La commission d'enquête se félicite aussi de l'échange permanent qu'elle a pu avoir avec la DDTM.

2.4. Avis sur le mémoire en réponse de la DDTM du Gard

2.4.1. Pour les PPA

Les réponses de la DDTM, détaillées et analysées au § 2.3 du titre I, sont satisfaisantes et correspondent aux attentes de la commission d'enquête.

2.4.2. Pour la commune

Les demandes faites par la commune dans le cadre de la délibération du conseil municipal sont satisfaites pour la plupart et les réponses données par la DDTM sont argumentées et pertinentes.

Les modifications d'enjeux retenues représentent un potentiel d'urbanisation important et devraient permettre un développement rationnel et harmonieux de la commune.

La commission d'enquête recommande toutefois de mener une réflexion complémentaire en concertation avec la commune sur le passage en zone U de la parcelle B 231 qui pourrait contribuer à développer des activités au cœur du village.

2.4.3. Pour la commission d'enquête

Les réponses de la DDTM, détaillées et analysées au § 3.5.4 du titre I ne satisfont pas la commission d'enquête sur les points suivants :

- Ruissellement : manque de précision sur les modalités de prise en compte pour chaque commune.
- Cartographie : la lisibilité est insuffisante.
- Aléa résiduel : sa méthode de détermination, sans la remettre en cause, paraît relativement imprécise, voire aléatoire, et concerne des zones pour lesquelles la probabilité d'inondations est extrêmement faible (plus faible que la crue de référence par définition). Il est à craindre que les contraintes du règlement relatives aux zones « R » pénalisent inutilement certains secteurs, en particulier dans leurs parties les plus élevées.
- Crue de référence : peu de repères de crues pour le calage du modèle.

2.4.4. Pour le public

Les réponses de la DDTM et les avis de la commission d'enquête relatifs aux observations du public sont détaillés dans le § 3.5.3 du titre I.

Les réponses données sont argumentées et globalement satisfaisantes. La commission recommande de mener une réflexion complémentaire sur le passage en zone U de la parcelle B 231 (cf. § 2.4.2 précédent).

3. AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUETE SUR L'ENSEMBLE DU PROJET

Sur les bases du rapport d'enquête et des avis et motivations développés précédemment, la commission d'enquête, à l'unanimité, émet un avis favorable pour l'ensemble du projet de PPRi relatif à la commune de Saint-Bonnet-du-Gard.

Cet avis est donné sous réserve que l'ensemble des modifications par rapport au dossier initial retenues par la DDTM du Gard dans le cadre de son mémoire en réponse (passage de zones non urbaine en zone urbaine) soit pris en compte dans le PPRi définitif et que les documents règlementaires soient modifiés en conséquence.

La commission d'enquête rappelle par ailleurs que les modifications éventuelles par rapport au dossier initial qui seraient retenues par la DDTM suite aux recommandations formulées par la commission d'enquête devront être intégrées dans le PPRi définitif.

Fait à Nîmes, le 28 juin 2016

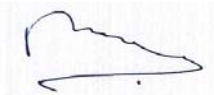
Le Président de commission d'enquête

M. Jean-Louis BLANC



Les membres de la commission d'enquête

Mme Jeanine RIOU



M. Sigismond BLONSKI



M. André CARRIERE



M. Patrick LETURE

